

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT
Genève

RAPPORT 2006 SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

DEUXIÈME PARTIE: Développer les capacités productives CHAPITRE 2



NATIONS UNIES
New-York et Genève, 2006

Croissance économique et accumulation de capital

Chapitre

2

A. Introduction

Le développement des capacités productives passe avant tout par l'accumulation de capital, le progrès technologique et le changement structurel. Le présent chapitre et le suivant décrivent le fonctionnement de ces trois mécanismes essentiels dans les pays les moins avancés. Bien qu'étroitement liés, ils sont analysés séparément: le premier dans ce chapitre et les deux autres dans celui qui suit. Ils dépendent beaucoup du degré et du mode d'intégration des PMA dans l'économie mondiale. On étudiera donc ici dans quelle mesure les apports de capitaux extérieurs, notamment l'APD et l'IED, limitent ou facilitent l'accumulation intérieure de capital, et on donnera des estimations concernant l'exode des cerveaux. Le chapitre suivant contient une analyse de l'intégration commerciale. La nature des institutions influe également sur le fonctionnement de ces mécanismes dans les PMA, mais la question sera examinée dans le chapitre 6.

La section B ci-après jette les bases de l'analyse qui va suivre dans les deux chapitres: les taux de croissance effectifs des PMA y sont comparés avec les taux de croissance potentiels du PIB que ces pays pourraient atteindre s'ils parvenaient à accroître la productivité du travail et si leur population active, toujours plus nombreuse, connaissait le plein emploi. La comparaison montre que le développement et la pleine utilisation des capacités productives pourraient grandement accélérer leur croissance économique. Mais, au préalable, les PMA doivent surmonter d'importants obstacles qui freinent l'accumulation de capital, le progrès technologique et le changement structurel. Il faut accroître la formation de capital à la fois physique et humain et redoubler d'efforts pour renforcer les capacités technologiques. De surcroît, les exportations doivent augmenter suffisamment vite pour permettre de financer les importations dont ces pays ont besoin afin de développer leurs capacités productives et de soutenir l'accélération de la croissance économique.

Le reste du présent chapitre est axé sur le processus d'accumulation de capital. La section C est consacrée à la formation de capital physique et la section D à la formation de capital humain dans les PMA¹. La section E porte sur les limites et les possibilités en ce qui concerne la mobilisation de ressources intérieures, et la section F sur les liens entre les apports de ressources extérieures, en particulier sous forme d'APD et d'IED, et l'accumulation intérieure de capital. La dernière section résume les principales conclusions du chapitre.

Le développement et la pleine utilisation des capacités productives pourraient grandement accélérer la croissance économique des PMA.

B. La croissance économique potentielle et réelle dans les PMA

1. LE POTENTIEL DE CROISSANCE DES PMA

Les pays les moins avancés ont la possibilité d'atteindre des taux de croissance économique très élevés et de réduire rapidement la pauvreté. Le fort potentiel de croissance des pays très pauvres peut s'expliquer de différentes façons. Pour certains, la croissance des pays pauvres devrait être plus rapide que celle des pays

Il n'est pas utopique d'imaginer que les PMA puissent à leur tour connaître une croissance rapide, à l'instar d'autres pays naguère très pauvres.

riches en raison de la baisse de rendement du capital dans ces derniers, qui en sont abondamment pourvus. Cette idée est au cœur même du modèle de croissance néoclassique élaboré par Solow (1956). Des historiens de l'économie, quant à eux, estiment que les pays en retard sur le plan technologique peuvent progresser rapidement dans le domaine économique parce qu'ils ont la possibilité d'innover en adoptant des techniques existantes au lieu de partir de zéro (Gerschenkron, 1962). En tout état de cause, la meilleure preuve que l'on ait du fort potentiel de croissance des pays très pauvres est l'exemple du petit nombre de pays en développement – et notamment des nouveaux pays industriels d'Asie de l'Est – qui ont connu une croissance économique rapide et soutenue au cours des dernières décennies, ce qui leur a permis de réduire radicalement la pauvreté.

Il n'est pas utopique d'imaginer que les PMA puissent à leur tour connaître une croissance rapide, à l'instar d'autres pays naguère très pauvres. Cette section présente un cadre analytique et des estimations empiriques concernant la croissance potentielle des pays les moins avancés pendant la période 2002-2015. Ce cadre est une version modifiée et complétée d'un modèle de rattrapage proposé par Taylor et Rada (2005) pour l'étude du potentiel de croissance de plusieurs régions en développement. Il s'inspire de la méthode utilisée pour analyser les perspectives de croissance du Mexique et de l'Amérique centrale (Ros, 2006) et est fondé sur Ros (2005a), qui applique cette méthode à 23 PMA sur lesquels on possède les données requises.

Dans le modèle de rattrapage, le taux de croissance potentielle du PIB repose sur l'hypothèse que la population active connaît le plein emploi et que diverses possibilités d'augmentation de la productivité du travail dans les pays pauvres sont exploitées. Il est donc fonction de l'accroissement de la main-d'œuvre et de la croissance potentielle de la productivité du travail (voir l'encadré 7). D'après Taylor et Rada (2005), celle-ci est déterminée par trois grands facteurs relevant à la fois de l'analyse hétérodoxe et de l'analyse orthodoxe du potentiel de croissance :

Des simulations ont été faites pour deux scénarios – rattrapage rapide et rattrapage lent – fondés sur des hypothèses différentes quant à la capacité de tirer avantage de l'écart technologique entre les PMA et les autres pays en développement.

1. Les effets de rendements d'échelle croissants dans les secteurs industriels de l'économie. On suppose ici que le taux global de croissance de la productivité de la main-d'œuvre répond au taux de croissance du PIB selon une "élasticité de Verdoorn", qui varie en fonction de la structure de l'économie. L'expression "élasticité de Verdoorn" vient de ce que Verdoorn a été le premier économiste à établir de façon empirique qu'une croissance rapide la production manufacturière avait tendance à induire une progression rapide du taux de productivité de la main-d'œuvre dans le secteur manufacturier en raison de rendements d'échelle statiques et dynamiques - loi de Verdoorn (voir McCombie, Pugno et Soro, 2003)
2. Les effets de l'accumulation de capital. On part du principe qu'une élévation plus rapide du niveau d'instruction (plutôt qu'un niveau plus élevé) accélérera la croissance de la productivité.
3. Les effets du sous-développement technologique. On part du principe que l'écart entre le niveau de revenu d'un pays donné et le niveau observé dans les pays plus avancés est lié à des taux de croissance de la productivité associés au rattrapage technologique – ce que l'on peut attribuer aux «avantages du retard économique», comme le fait Gerschenkron (1962), ou à un processus de convergence dans un modèle de croissance néoclassique.

Le taux de croissance potentielle peut être dérivé de projections de l'accroissement de la main-d'œuvre et d'hypothèses concernant la valeur des

paramètres relatifs à ces trois facteurs. Des simulations ont été faites pour deux scénarios – rattrapage rapide et rattrapage lent – fondés sur des hypothèses différentes quant à la capacité de tirer avantage de l'écart technologique entre les PMA et les autres pays en développement (voir l'encadré 7).

Les résultats des simulations pour les deux scénarios de rattrapage sont présentés dans le tableau 24. À titre de comparaison, ce tableau indique également les taux de croissance réelle du PIB et du PIB par habitant pendant la période 1990-2003. On peut à partir de là formuler plusieurs observations.

Premièrement, le taux de croissance potentielle du PIB des pays les moins avancés dans le scénario de rattrapage rapide est de 7,5 % par an (tableau 24). Ce taux est analogue à celui qu'enregistrent actuellement la Chine et l'Inde et à celui qu'ont connu de nouveaux pays industriels comme la République de Corée, la Thaïlande et la Malaisie. Il est également conforme au taux de croissance que, selon le Programme d'action de Bruxelles, les PMA doivent s'employer à atteindre avec le soutien de leurs partenaires de développement¹. Ce taux devrait également permettre la réalisation d'une des aspirations exprimées dans la

Le taux de croissance potentielle du PIB des pays les moins avancés dans le scénario de rattrapage rapide est de 7,5 % par an, ce qui est conforme au taux de croissance que, selon le Programme d'action de Bruxelles, les PMA doivent s'employer à atteindre.

TABLEAU 24. PROJECTIONS DE LA CROISSANCE POTENTIELLE DU PIB ET DU PIB PAR HABITANT DANS CERTAINS PMA ET ÉCART DE REVENU PAR RAPPORT AUX AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

	Croissance du PIB (Pourcentage par an)		Croissance du PIB par habitant (Pourcentage par an)		Écart de revenu ^a (En pourcentage)				
	1990–2003 Taux de croissance effective	2002–2015 Taux de croissance potentielle	1990–2003 Taux de croissance effective	2002–2015 Taux de croissance potentielle	2002 Écart effectif	2015 Écart potentiel			
		Rattra- page lent	Rattra- page rapide		Rattra- page lent	Rattra- page rapide		Rattra- page lent	Rattra- page rapide
Angola	3,2	5,2	6,7	0,3	2,3	3,7	53	50	59
Bangladesh	4,9	5,6	7,9	2,6	3,8	6,0	42	48	62
Bénin	5,0	5,8	8,3	2,2	3,3	5,7	26	28	37
Bhoutan	6,7	5,3	7,1	4,6	2,8	4,5	49	49	60
Burkina Faso	4,2	5,7	8,3	1,3	2,7	5,1	27	27	36
Cap-Vert	5,9	5,3	6,4	3,8	3,5	4,5	64 ^d		
Érythrée	3,7 ^b	6,4	9,2	1,4	3,5	6,1	22	24	32
Étiopie	4,3	5,6	8,3	1,4	3,2	5,8	19	20	27
Guinée	4,2	5,2	6,8	1,7	2,7	4,2	52	51	62
Guinée-Bissau	0,4	5,9	8,8	-2,6	3,0	5,7	18	18	26
Haïti	-0,1	4,6	6,8	-2,2	3,3	5,4	40	43	55
Malawi	3,0	6,0	8,3	4,0	3,9	6,1	42	48	63
Maldives	7,1 ^c	4,7	6,1	4,2	1,8	3,0	61 ^d	15	21
Mali	4,9	6,3	9,0	2,1	3,1	5,5	23	24	32
Mozambique	7,0	5,1	8,0	4,4	3,6	6,4	26	29	40
Ouganda	6,8	5,9	8,3	3,8	2,3	4,5	34	32	42
Rép. dém. pop. lao	6,3	6,0	8,3	4,0	3,9	7,1	42	31	41
Rép.-Unie de Tanzanie	3,7	5,3	8,3	1,0	3,5	6,4	14	15	22
Rwanda	2,3	4,9	7,3	-0,5	2,8	5,0	31	31	41
Sao Tomé-et-Principe	2,2	5,4	7,7	-0,4	3,1	5,2	32	33	43
Vanuatu	2,6	5,3	6,5	-0,1	3,1	4,2	71	74	84
Yémen	5,8	6,6	9,3	1,8	3,0	5,4	21	22	29
Zambie	1,4	4,3	6,8	-0,8	2,9	5,3	21	21	29
Moyenne simple	4,1	5,5	7,5	1,5	3,1	5,2	32 ^e	33	43 ^e

Source: Ros (2005a).

Note: Pour une explication des scénarios de croissance, voir le texte et l'encadré 7 du présent chapitre.

a PIB par habitant des PMA en pourcentage du PIB par habitant des autres pays en développement;

b 1992–2003; c 1995–2003; d Par rapport à la moyenne mondiale; e Moins le Cap-Vert et les Maldives.

ENCADRÉ 7. UN MODÈLE DE RATTRAPAGE POUR LES PMA

Sur la base du modèle présenté par Taylor et Rada (2005) et Ros (2006), Ros (2005a) a élaboré un modèle d'analyse de la croissance potentielle des pays les moins avancés. Celui-ci repose sur une identité dans laquelle le taux de croissance potentielle du PIB (y^*) est égal au taux de croissance de la population active (l^*) et au taux de croissance potentielle de la productivité du travail (ρ), soit:

$$y^* = l^* + \rho \quad (1)$$

$$\text{où } \rho = \rho_0 + \gamma\gamma + \eta h + \Gamma \quad (2)$$

Le taux de croissance potentielle de la productivité du travail (ρ) est déterminé par (i) le taux autonome de croissance de la productivité (ρ_0); (ii) l'impact de l'élasticité de Verdoorn (γ) sur la croissance du PIB (γ); (iii) l'effet de l'accumulation de capital humain (h), par lequel une augmentation plus rapide du niveau d'instruction débouche sur une accélération du taux de croissance de la productivité η ; et (iv) l'ampleur du retard technologique (Γ), considéré comme étant égal à l'écart entre les revenus d'un pays et ceux de pays plus développés¹.

Si l'on combine (1) avec (2), on obtient:

$$y^* = A + B \Gamma \quad (3)$$

where: $A = [1/(1-\gamma)] (l^* + \rho_0 + \eta h)$

$$B = 1/(1-\gamma)$$

Le terme Γ est une fonction inverse de l'«écart de revenu», $\lambda = (Y/P)_{\text{ldc}} / (Y/P)_{\text{odc}}$, entre le revenu par habitant des PMA_(ldc) et le revenu par habitant des autres pays en développement, si bien que lorsque $\lambda = 1$, c'est-à-dire lorsqu'il n'y a pas d'écart de revenu entre les PMA et les autres pays en développement_(odc), la hausse de la productivité due au processus de rattrapage est nulle.

Le rythme précis du rattrapage lié à l'écart de revenu est défini par le paramètre E comme suit:

$$\Gamma = E(1 - \lambda_0)$$

où λ_0 is the initial value of λ .

Plus la valeur du paramètre E est élevée, plus le rattrapage technologique est rapide.

Lors de l'estimation du taux de croissance potentielle des PMA de l'échantillon pour la période 2002-2015, un certain nombre d'hypothèses a été formulé.

Premièrement, la population active s'accroît au même rythme que la population âgée de 15 à 64 ans, ce qui suppose que le taux de participation de la population active ne change pas. Toute hausse du taux de participation des femmes est compensée par une réduction du taux de participation des enfants d'âge scolaire.

Deuxièmement, les pays sont regroupés en fonction de leur principale spécialisation à l'exportation " exportateurs agricoles, exportateurs de pétrole et de minéraux, exportateurs d'articles manufacturés et exportateurs de services " et des estimations historiques de l'élasticité de Verdoorn (relation entre la croissance de la production et la croissance de la productivité du travail) ont été réalisées. Les exportateurs d'articles manufacturés affichent l'élasticité la plus élevée (0,27) et les exportateurs de pétrole et de minéraux la valeur la plus basse (0,08), les exportateurs agricoles (0,11) et les exportateurs de services (0,16) se situant entre les deux.

Troisièmement, l'accumulation de capital humain dans les PMA est estimée sur la base de l'évolution de l'indice du niveau d'éducation utilisé dans le *Rapport sur le développement humain* du PNUD (moyenne pondérée du taux d'alphabétisation et du taux de scolarisation dans les trois degrés de l'enseignement). L'hypothèse de départ était que, à quelques exceptions près, le taux d'accumulation de capital humain est le même dans tous les PMA de l'échantillon, de sorte que, d'ici à 2015, l'indice du niveau d'éducation sera proche du niveau moyen d'éducation actuel des pays en développement. Cela implique un taux plutôt élevé d'accumulation de capital humain (2,4 % par an). Les exceptions sont le Cap-Vert ($h = 1,8$ %), les Maldives ($h = 0,3$ %) et Sao-Tomé-et-Principe ($h = 1,7$ %), où les indices initiaux du niveau d'éducation sont relativement élevés et sont supposés se rapprocher du niveau moyen d'éducation actuel des pays affichant un indice élevé de développement humain. La croissance de la productivité du travail est supposée être liée à la croissance du capital humain par un coefficient de 0,5 (η), d'après Ros (2000), qui aboutit à ce paramètre pour un échantillon de pays en développement et de pays développés².

Quatrièmement, deux scénarios sont formulés concernant l'effet de l'écart de revenu sur le rattrapage technologique, à savoir: un rattrapage lent et un rattrapage rapide. Dans le premier, la valeur du paramètre E , qui détermine le rythme du rattrapage en fonction d'un écart de revenu donné, est égale à 0,013, valeur qui correspond à la valeur historique des PMA de l'échantillon pendant la période 1980-2003. Dans le second, le paramètre E est égal à 0,04, ce qui suppose que le PIB par habitant des PMA se rapprochera de la moyenne des autres pays en développement à un rythme égal au tiers du rythme auquel le Japon s'est rapproché des pays développés dans la période de l'après-guerre³. La croissance du revenu par habitant des pays en développement est supposée atteindre 2,8 % par an (valeur enregistrée pour la période 1990-2002).

Source: Ros (2005a).

¹ Le retard technologique doit être considéré comme un «avantage» (Gerschenkron, 1962) ou comme le résultat d'un processus de convergence dans un modèle néoclassique de croissance.

² L'estimation de Maddison (1995) ($\eta = 1$) est plus optimiste.

³ Voir Taylor et Rada (2005). Il y a deux exceptions — le Cap-Vert et les Maldives — dont le revenu par habitant a été plus élevé que la moyenne des pays en développement en 2002. On considère que ces deux pays se rapprochent de la moyenne mondiale.

déclaration sur l'«Esprit de Monterrey», adoptée par les chefs d'État à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur le financement du développement, tenue à Monterrey en 2002: les intéressés se sont engagés «à aider les pays les plus pauvres du monde à doubler le poids de leur économie en dix ans, de façon qu'ils puissent atteindre les objectifs de développement du Millénaire.».

Selon le scénario de rattrapage rapide, le PIB par habitant pourrait augmenter de 5,2 % par an en moyenne, ce qui permettrait de réduire rapidement et sensiblement la pauvreté, la croissance économique étant fondée sur le plein emploi et sur l'augmentation de la productivité du travail. Selon le scénario de rattrapage lent, la croissance potentielle du PIB serait plus faible, mais le PIB par habitant progresserait quand même de 3,1 % par an, ce qui permettrait là aussi une nette réduction de la pauvreté.

Deuxièmement, dans le scénario de rattrapage rapide, les taux de croissance potentiels à la fois du PIB total et du PIB par habitant sont beaucoup plus élevés pour la période 2002-2015 qu'ils ne l'ont été pendant la période 1990-2003. Pour l'ensemble des pays de l'échantillon, la différence est en moyenne de 3,4 points de pourcentage dans le cas du PIB total et de 3,7 points dans le cas du PIB par habitant. Tous les pays connaîtraient une accélération de la croissance, sauf un (les Maldives) pour le PIB total et deux (le Bhoutan et les Maldives) pour le PIB par habitant.

Dans le scénario de rattrapage lent, les taux de croissance potentiels du PIB sont nettement plus faibles que dans le premier scénario (deux points de pourcentage de moins), mais ils dépassent quand même ceux de la période 1990-2003 (de 1,4 point de pourcentage). La croissance potentielle du PIB par habitant est également supérieure de 1,6 point de pourcentage au taux enregistré pendant la période 1990-2003. Il y a accélération de la croissance du PIB total et du PIB par habitant dans tous les pays considérés, sauf six (Bhoutan, Cap-Vert, Maldives, Mozambique, Ouganda et République démocratique populaire lao).

Troisièmement, ce sont les PMA les plus pauvres qui ont les taux de croissance les plus élevés. Par exemple, dans le scénario de rattrapage rapide, tous les PMA ayant un revenu inférieur à la moyenne, sauf un, ont des taux de croissance potentielle du PIB qui sont supérieurs à la moyenne, et tous les PMA qui ont un taux de croissance potentielle du PIB supérieur à la moyenne, sauf trois, ont un revenu inférieur à la moyenne. Voilà qui témoigne du rôle important que jouent dans les simulations les hypothèses concernant le rattrapage technologique. Cela implique aussi qu'il y aura convergence entre les PMA au fur et à mesure que les écarts entre leurs PIB par habitant diminueront, et également entre les pays les moins avancés et les autres pays en développement. Dans le scénario de rattrapage rapide, à supposer que la croissance du PIB par habitant des autres pays en développement se poursuive au même rythme que pendant la période 1990-2003, le PIB par habitant des pays moins avancés devrait passer de 32 % de la moyenne enregistrée pour les autres pays en développement en 2002 à 43 % de cette moyenne en 2015 (voir le tableau 24). Le processus de convergence est bien entendu beaucoup moins rapide dans le scénario de rattrapage lent: l'écart entre les revenus des PMA et ceux des autres pays en développement diminuerait de moins d'un point de pourcentage. En fait, le niveau de revenu de quelques PMA (Angola, Guinée et Ouganda) tend à diverger de la moyenne observée dans les pays en développement.

Quatrièmement, pour la croissance potentielle du PIB par habitant, ce sont les pays exportateurs d'articles manufacturés qui viennent en tête (de 3,7 à 6 %), suivis par les exportateurs de produits agricoles (de 3 à 5,5 %), les exportateurs de

Dans le scénario de rattrapage rapide, les taux de croissance potentiels à la fois du PIB total et du PIB par habitant sont beaucoup plus élevés pour la période 2002-2015 qu'ils ne l'ont été pendant la période 1990-2003.

Dans le scénario de rattrapage lent, les taux de croissance potentiels du PIB sont nettement plus faibles que dans le premier scénario mais ils dépassent quand même ceux de la période 1990-2003.

pétrole et de minéraux (de 2,7 à 4,7 %) et les exportateurs de services (de 2,8 à 3,9 %). Le contraste entre les exportateurs d'articles manufacturés et les exportateurs de pétrole et de minéraux s'explique par le rôle des rendements d'échelle dans les simulations de la croissance, l'«élasticité de Verdoorn» étant considérée comme la plus forte dans les premiers et la plus faible dans les seconds². La faiblesse relative des taux de croissance potentielle des exportateurs de services est due à ce qu'ils ont un niveau de revenu relativement élevé et à ce que les effets de rattrapage technologique sont donc moindres.

Ces scénarios de croissance dépendent bien entendu des hypothèses qui ont été faites quant aux paramètres de base. Mais ces hypothèses sont ancrées de façon empirique dans l'expérience des PMA ou des pays en développement. Elles donnent donc une idée réaliste de ce à quoi pourrait ressembler une trajectoire de croissance fondée sur le plein emploi dans les PMA si les capacités productives étaient développées. D'après les estimations, il y a d'importantes possibilités d'augmentation des taux de croissance, mais pour les exploiter on doit au préalable s'attaquer à divers obstacles.

Pour atteindre ces taux de croissance potentielle, il faudra avant tout accroître sensiblement les taux d'investissement (voir l'encadré 8), qui devront être financés grâce à une nette augmentation de l'épargne intérieure ou des apports de ressources extérieures, ou des deux. Une croissance accélérée des exportations sera également nécessaire pour financer les importations supplémentaires qu'exigera le maintien d'un rythme de croissance économique plus rapide. Il faudra aussi redoubler d'efforts pour acquérir et mettre à profit des technologies modernes utilisées dans d'autres pays. Il ne saurait y avoir de trajectoire de croissance fondée sur le plein emploi si la demande

ENCADRÉ 8. INVESTISSEMENTS NÉCESSAIRES AUX TAUX DE CROISSANCE POTENTIELS DE RATTRAPAGE

Le présent encadré développe le modèle de rattrapage évoqué dans le corps du texte en estimant les taux d'investissement nécessaires pour atteindre les taux de croissance potentielle réalisables dans les cas de figure d'un rattrapage rapide et d'un rattrapage lent.

Les taux d'investissement nécessaires en pourcentage du PIB sont estimés sur la base d'hypothèses relatives au taux de dépréciation du capital (soit 10 % par an) et au ratio marginal capital/production. Ce dernier varie entre les pays et peut évoluer au cours du temps. Dans la présente analyse, il est fixé par hypothèse à 3,2, qui est la moyenne lissée de l'échantillon des PMA pour la période 1990-2003. Le taux brut d'investissement nécessaire $(I/Y)^*$ est le taux net d'investissement nécessaire plus le taux de dépréciation, le taux net d'investissement nécessaire étant le taux de croissance potentielle multiplié par le ratio capital/production¹. L'hypothèse selon laquelle la productivité moyenne du capital est et reste la même dans tous les pays constitue évidemment une simplification. Mais il est difficile de trouver meilleure méthode pour estimer le ratio capital/production potentielle " qui est le ratio idoine. Les ratios capital/production propres aux pays posent problème car les estimations sont très sensibles au taux d'utilisation des capacités, et il n'existe pas de données sur les variations de l'utilisation des capacités permettant d'ajuster les estimations sur chaque pays.

Sur la base de ces hypothèses, le tableau de l'encadré donne des estimations du taux brut d'investissement $(I/Y)^*$ nécessaire pour atteindre le taux de croissance potentielle dans les PMA pendant la période 2002-2015 ainsi que le taux d'investissement moyen observé pendant la période 1990-2003. Ces estimations sont données pour les deux cas de figure envisagés, c'est-à-dire un rattrapage lent et un rattrapage rapide.

Comme l'illustre le tableau, pour atteindre le taux de croissance potentielle, la hausse de l'investissement devra être largement supérieure au niveau enregistré pendant la période 1990-2003. Le taux moyen d'investissement nécessaire pour un rattrapage lent est de 28 % du PIB et de 35 % pour un rattrapage rapide. Pour l'ensemble des pays de l'échantillon, l'effort d'investissement nécessaire correspond à plus de quatre points de pourcentage du PIB pour un rapprochement lent et à près de 12 points de pourcentage du PIB pour un rattrapage rapide. D'après les résultats obtenus, qui, une fois encore, dépendent des hypothèses formulées, l'effort d'investissement supplémentaire à réaliser sera particulièrement important au Bénin, en Éthiopie, en Guinée-Bissau, au Malawi, au Rwanda, en République-Unie de Tanzanie, en Ouganda et au Yémen. Dans tous les pays sauf quatre (Angola, Bhoutan, Maldives et Sao-Tomé-et-Principe), la moyenne des investissements nécessaires est supérieure au niveau historique (moyenne des investissements nécessaires à un rattrapage lent et à un rattrapage rapide). Il convient de noter que pour trois d'entre eux (Angola, Bhoutan et Sao-Tomé-et-Principe), les investissements nécessaires sont relativement faibles car le ratio capital/production supposé

Encadré 8 (suite.)

TABLEAU 3 DE L'ENCADRÉ. INVESTISSEMENTS NÉCESSAIRES À LA RÉALISATION DU TAUX DE CROISSANCE POTENTIEL ESTIMÉ (EN POURCENTAGE DU PIB)

	Taux d'investissement effectif (a)	Taux d'investissement nécessaire (b)		écart en points de pourcentage (b-a)	
		1990-2003	Rattrapage lent	Rattrapage rapide	Rattrapage lent
			2003-2015		2003-2015
Angola	32,5	26,6	31,4	-5,9	-1,1
Bangladesh	21,1	27,9	35,3	6,8	14,2
Bénin	17,6	28,6	36,6	11,0	19,0
Bhoutan	45,5 ^a	27,0	32,7	-18,5	-12,8
Burkina Faso	21,2	28,2	36,6	7,0	15,4
Cap-Vert	24,7	27,0	30,5	2,3	5,8
Érythrée	27,0 ^b	30,5	39,4	3,5	12,4
Éthiopie	16,7	27,9	36,6	11,2	19,9
Guinée	17,9	26,6	31,8	8,7	13,9
Guinea-Bissau	17,1	28,9	38,2	11,8	21,1
Haiti	24,6	24,7	31,8	0,1	7,2
Malawi	10,3	26,0	35,6	15,7	25,3
Maldives	29,9	25,0	29,5	-4,9	-0,4
Mali	22,5	30,2	38,8	7,7	16,3
Mozambique	29,3	26,3	35,6	-3,0	6,3
Ouganda	18,0	28,9	36,6	10,9	18,6
Rép. dém. pop. lao	21,4 ^c	29,2	36,6	7,8	15,2
Rep.-Unie de Tanzanie	18,1	27,0	36,6	8,9	18,5
Rwanda	16,7	25,7	33,4	9,0	16,7
Sao Tomé-et-Principe	38,0	27,3	34,6	-10,7	-3,4
Vanuatu	..	27,0	30,8
Yémen	20,2	31,1	39,8	10,9	19,6
Zambia	20,1	23,8	31,8	3,7	11,7
Moyenne simple	23,2	27,5	34,8 ^d	4,3	11,8

Source: Ros (2005a).

a 1990-2002; b 1992-2003; c 1995-2003; d Moins Vanuatu.

est bien en dessous du ratio capital/production effectif enregistré pendant la période 1990-2003 (le ratio capital/production effectif est de 7,0, 5,4 et 12,7, respectivement).

Il est possible de développer l'analyse en examinant la mesure dans laquelle l'épargne intérieure suffit à financer un taux accru d'investissement compte tenu des flux historiques d'épargne extérieure. Les résultats (qui ne sont pas montrés) indiquent que l'épargne intérieure doit être supérieure de cinq points de pourcentage au taux enregistré en 2000-2003 pour un rattrapage lent et de 12 points de pourcentage pour un rattrapage rapide. Une telle hausse du taux d'épargne sera difficile à obtenir même dans le cas d'un rattrapage lent. Toutefois, si l'on part de l'hypothèse que l'épargne intérieure n'augmente pas, le financement des investissements nécessaires à un rattrapage de la croissance passera par une augmentation équivalente des ressources extérieures en pourcentage du PIB.

Même si ces résultats dépendent des hypothèses sur lesquelles reposent ces scénarios de croissance, deux enseignements importants doivent être tirés. Premièrement, dans la plupart des PMA, le faible taux d'épargne intérieure est le principal obstacle à un rattrapage rapide de la croissance économique par le développement des capacités productives. Ros (2005b) considère que c'est là l'obstacle le plus omniprésent à la réalisation des taux de croissance potentielle plus élevés envisagés dans les scénarios de rattrapage. Deuxièmement, il faut que l'épargne intérieure et les ressources extérieures augmentent simultanément pour que les PMA puissent atteindre leur taux de croissance potentielle.

Source: Ros (2005a)

¹ L'hypothèse de départ est que le taux de dépréciation du capital correspond à 3 % du capital (d'après Mankiw, Romer et Weil, 1992) et que le ratio capital/production est de 3,2 %. La moyenne lissée exclut les deux ratios les plus élevés et les deux ratios les plus faibles de l'échantillon.

d'investissement est inférieure aux besoins. La politique macroéconomique devra donc garantir la stabilité macroéconomique, qui est essentielle pour attirer l'investissement, et créer aussi des conditions propres à stimuler fortement celui-ci en agissant sur la demande.

Les taux de croissance potentielle prévus dans ces scénarios, et en particulier dans le scénario de rattrapage rapide qui est conforme aux aspirations du Programme d'action de Bruxelles, ne pourront être atteints que si l'on s'attaque aux principaux obstacles qui freinent le développement des capacités productives. Ces obstacles sont très importants dans les PMA et s'imbriquent pour créer un cercle vicieux qui perpétue la pauvreté des masses et le sous-développement. Si la population active, qui va augmentant, n'est pas pleinement employée et n'est pas dotée des compétences, du capital et de la technologie supplémentaires qui sont nécessaires pour accroître la productivité, les effets négatifs de la poussée démographique risquent d'annuler les effets positifs de l'expansion de la main-d'œuvre sur le taux global de croissance potentielle. Il s'agit donc de lever les principaux obstacles pour sortir du cercle vicieux de la pauvreté et du sous-développement et atteindre les taux de croissance potentiels que les scénarios de rattrapage donnent pour réalistes.

Les taux de croissance potentielle prévus dans ces scénarios ne pourront être atteints que si l'on s'attaque aux principaux obstacles qui freinent le développement des capacités productives.

2. LA CROISSANCE EFFECTIVE DES PMA

L'analyse qui précède montre que les taux de croissance potentiels qui semblent pouvoir être atteints par les PMA sont supérieurs aux taux de croissance effectifs observés pendant la période 1990-2003. L'écart entre la croissance potentielle et la croissance réelle apparaît beaucoup plus grand si l'on prend une période plus longue. Entre 1980 et 2003, le PIB réel par habitant des PMA pris dans leur ensemble n'a progressé que de 0,72 % par an. Leur taux de croissance global pour cette période a été inférieur à celui des autres pays en développement. La différence entre le PIB par habitant du groupe des PMA et celui des autres pays en développement était en fait plus importante en 2003 qu'en 1980.

Entre 1980 et 2003, le PIB réel par habitant des PMA pris dans leur ensemble n'a progressé que de 0,72 % par an.

Cette tendance à long terme masque des différences importantes entre les PMA. Dans le tableau 25, ces pays sont répartis en trois groupes – économies convergentes, économies à faible croissance et économies en régression – en fonction des résultats enregistrés pendant la période 1980-2003. Les économies convergentes sont celles où la croissance réelle du PIB par habitant a dépassé 2,15 % par an sur l'ensemble de la période, ce qui correspond au taux annuel moyen enregistré la même époque par les pays de l'OCDE à revenu élevé. Les économies à croissance faible sont celles où le taux moyen de croissance réelle du PIB par habitant a été inférieur à 2,15 % par an pendant la période considérée, mais est demeuré positif. Les économies en régression sont celles où le taux a été négatif. Le tableau 25 montre que sur les 41 PMA pour lesquels on possède des données, il y a 9 économies convergentes, 15 économies à faible croissance et 17 économies en régression. Dans seulement deux économies à faible croissance – la Guinée et le Soudan – le taux de croissance réelle du PIB par habitant a dépassé 1,26 % par an, niveau qui correspond à la moyenne observée dans les autres pays en développement pendant la période 1980-2003.

Une analyse plus approfondie des variations annuelles au cours de la période 1980-2003 révèle une évolution plus complexe, caractérisée par des phases de croissance économique soutenue, par des crises économiques s'accompagnant souvent de fortes baisses de la production, et par des reprises plus ou moins vigoureuses et complètes³. Dans cette perspective, la croissance réelle des PMA présente trois grands traits distinctifs:

TABLEAU 25. TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL PAR HABITANT DES PMA, 1980-2003

(En pourcentage par an)

	Growth rate
Économies convergentes	
Bangladesh	2,2
Bhoutan	4,0
Cap-Vert ^a	3,0
Guinée équatoriale ^b	11,2
Lesotho	2,9
Mozambique	2,3
Népal	2,4
République démocratique populaire lao ^c	3,3
Ouganda ^d	2,7
Économies à faible croissance	
Bénin	0,7
Burkina Faso	1,2
Éthiopie ^a	0,1
Guinée ^e	1,5
Îles Salomon	0,4
Kiribati	1,1
Malawi	0,4
Mali	0,6
Mauritanie	0,7
République-Unie de Tanzanie ^f	0,8
Samoa	1,1
Sénégal	0,4
Soudan	1,8
Tchad	0,8
Vanuatu	0,2
Économies en régression	
Angola	-1,1
Burundi	-1,7
Comores	-1,0
Djibouti	-4,2
Gambie	-0,4
Guinée-Bissau	-0,4
Haïti	-2,9
Liberia	-9,6
Madagascar	-1,3
Niger	-1,8
République centrafricaine	-1,2
République démocratique du Congo	-5,7
Rwanda	-1,2
Sao Tomé-et-Principe ^e	-0,6
Sierra Leone	-4,3
Togo	-0,8
Zambie	-1,7

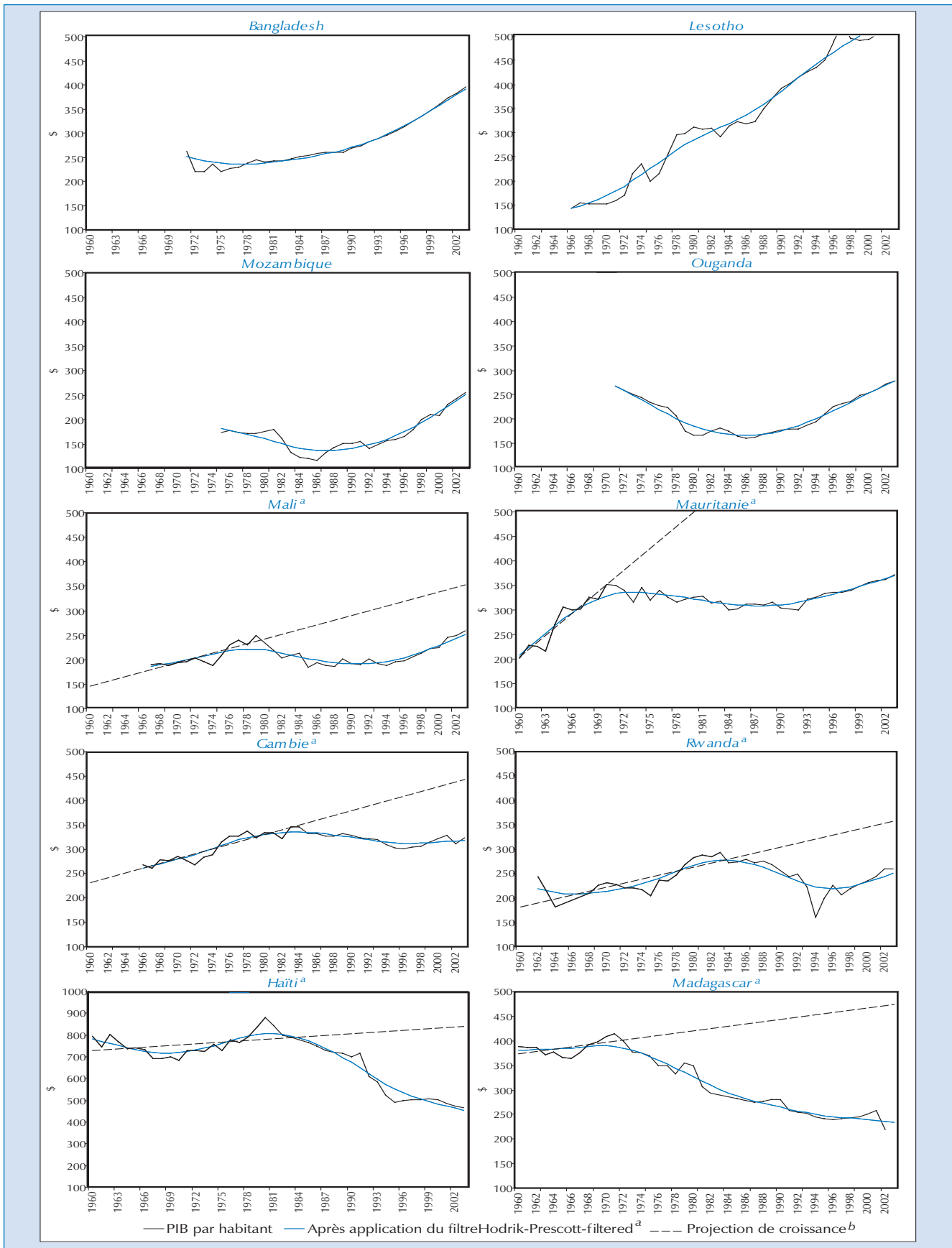
Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2005*.

Note: Les PMA pour lesquels on ne dispose que de données récentes affichent les taux de croissance du PIB réel par habitant suivants: Cambodge: 4,02 (1993-2003); Érythrée: 1,04 (1992-2003); Maldives: 4,65 (1995-2003); Yémen: 2,42 (1995-2003).

^a 1981-2003; ^b 1985-2003; ^c 1984-2003; ^d 1982-2003; ^e 1986-2003; ^f 1988-2000.

- Rares sont les PMA qui ont connu une croissance régulière et qui ont échappé à des crises économiques s'accompagnant de fortes baisses de la production;

GRAPHIQUE 12. ÉVOLUTION DU PIB RÉEL PAR HABITANT DANS CERTAINS PMA
(EN DOLLARS CONSTANTS DE 2000)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2005*, CD-ROM.

^a Le filtre Hodrik-Prescott a été utilisé pour connaître la tendance à long terme du PIB par habitant et gommer les fluctuations à court terme.

^b Les projections de croissance sont présentées en pointillé et ont été effectuées sur la base des tendances antérieures aux principaux chocs économiques négatifs.

- Environ la moitié des PMA ont connu de graves chutes de croissance, c'est-à-dire des situations où la baisse de la production a été tellement important et la reprise économique qui a suivi tellement faible ou tardive que leur PIB par habitant se retrouve au-dessous de son niveau des années 70 ou du début des années 80⁴;
- Certains PMA ont subi de fortes baisses de la production dans les années 80, mais ont ensuite réussi à remonter la pente, ce qui a contribué à une amélioration de la croissance globale du groupe des PMA après 1990.

Sur les 40 PMA pour lesquels on a des données (voir l'annexe du présent chapitre), sept seulement ont eu une croissance régulière et soutenue – le Bangladesh, le Bhoutan, le Burkina Faso, le Cap-Vert, le Lesotho, le Népal et la République démocratique populaire lao. Tous les autres ont connu des phases de repli économique plus ou moins longues et plus ou moins graves depuis leur accession à l'indépendance politique. Parmi les sept pays en question, seuls le Bhoutan, le Cap-Vert et la République démocratique populaire lao ont enregistré pendant la période 1990-2003 des taux de croissance réelle atteignant les taux de croissance potentielle prévus dans les scénarios susmentionnés. Qui plus est, bien que le Burkina Faso n'ait pas connu de crise prolongée, la croissance de son PIB par habitant a été lente tant dans les années 80 que dans les années 90.

Sur les 33 PMA qui ont traversé des crises économiques accompagnées de fortes baisses de la production, 12 seulement ont actuellement un PIB par habitant qui dépasse le niveau record des années 70 ou du début des années 80. Ils comprennent certains pays très dynamiques, comme le Mozambique et l'Ouganda qui ont rebondi rapidement après l'effondrement de leur économie (voir le graphique 12). Dans les années 90, ces pays, à l'instar du Bhoutan, du Cap-Vert et de la République démocratique populaire lao, ont également affiché des taux de croissance similaires aux taux potentiels prévus dans les scénarios mentionnés plus haut.

Les 21 autres PMA – c'est-à-dire juste un peu plus de la moitié des pays sur lesquels on possède des données – ont subi des chutes de croissance, en ce sens qu'en 2003 leur PIB par habitant était plus bas que 20 à 30 ans plus tôt. Onze d'entre eux ne s'en sont pas du tout remis. Dans certains, comme Haïti et Madagascar, l'économie est toujours en phase de repli. Parmi les 10 autres, certains, comme la Gambie et le Rwanda, ont un bon taux de croissance depuis le milieu des années 90, mais leur PIB par habitant n'a pas encore regagné les niveaux antérieurs (voir le graphique 12).

Enfin, même si quelques PMA ont atteint après la crise économique des taux de croissance plus élevés qu'avant, la plupart n'ont pas regagné le terrain perdu. Les taux n'ont pas suivi une courbe en forme de V – modèle dans lequel au tassement de la production succède une accélération de la croissance qui retrouve son rythme d'avant la crise⁵. Les crises ont non seulement perturbé la croissance économique, mais encore exercé un effet négatif à long terme sur les taux de croissance effectifs. Même parmi les pays dont le PIB par habitant a entièrement remonté la pente, certains, comme le Mali et la Mauritanie, n'ont pas retrouvé les taux de croissance d'avant la chute (voir le graphique 12). Cette lenteur de la croissance après les crises, jointe à la gravité de celles-ci, explique pourquoi de nombreux pays n'ont pas réussi à rétablir le niveau antérieur de leur revenu par habitant. Sur les 17 pays pour lesquels on peut déterminer le taux de croissance d'avant la chute, 14 ont progressé ensuite à un rythme plus lent.

Pour résumer, peu de PMA ont réussi à atteindre et soutenir les taux élevés de croissance qui, d'après l'expérience et les scénarios de croissance potentielle exposés plus haut, sont à la portée des pays très pauvres et des pays les moins

Peu de PMA ont réussi à atteindre et soutenir les taux élevés de croissance qui, d'après l'expérience et les scénarios de croissance potentielle exposés plus haut, sont à la portée des pays très pauvres et des pays les moins avancés. Dans la plupart des PMA, le PIB par habitant n'est guère supérieur, ou est même inférieur, au maximum enregistré dans les années 70 ou au début des années 80.

ENCADRÉ 9. LES FAITS RÉCENTS APPUIENT-ILS L'IDÉE SELON LAQUELLE LES PAYS PAUVRES SONT PRIS DANS UN PIÈGE DE LA PAUVRETÉ?

Dans le Rapport 2002 sur les PMA, la CNUCED a soutenu que nombre de ces pays étaient pris dans un piège international de la pauvreté – dans lequel des problèmes internes et internationaux complexes étroitement liés se conjuguèrent pour aboutir à la stagnation économique et à la persistance de la pauvreté. Le rôle important que jouent les pièges de la pauvreté au niveau national pour comprendre la persistance de l'extrême pauvreté a été mis en évidence pour l'Afrique subsaharienne (voir Sachs *et al.*, 2004) et a fait l'objet d'une grande attention dans le rapport sur le projet du Millénaire des Nations Unies intitulé *Investir dans le développement* (projet du Millénaire, 2005). Toutefois, des critiques ont aussi été formulées au sujet de cette idée. Aussi bien Easterly (2005) que Kraay et Raddatz (2005) ont soutenu qu'aucun élément empirique n'attestait l'existence d'un piège de la pauvreté. La notion de piège de la pauvreté n'est-elle donc plus valable?

Une telle conclusion serait prématurée si l'on examine de près les éléments donnés par Easterly et par Kraay et Raddatz. La nature du piège de la pauvreté est définie dans Sachs *et al.* (2004) dans le cadre d'un modèle néoclassique qui comporte notamment une faible productivité du travail car les seuils minima de capital (en particulier l'infrastructure) par habitant ne sont pas atteints, le taux d'épargne intérieure est faible et le taux d'accroissement de la population élevé. Kraay et Raddatz vérifient l'existence d'un piège de la pauvreté en examinant si l'épargne et la productivité se comportent empiriquement de la manière dont Sachs *et al.* le suggèrent dans leur théorie (modèle) du piège de la pauvreté dans lequel l'Afrique est prise. Même s'ils trouvent que les faits ne sont pas conformes aux conditions nécessaires au piège de la pauvreté tel que défini par Sachs *et al.*, ils constatent qu'une économie dans laquelle la consommation est proche du niveau de subsistance peut afficher un faible taux d'épargne et une faible croissance pendant une période prolongée (p. 14). En effet, même si les pays concernés ne sont pas pris dans un piège de la pauvreté conforme au mécanisme défini dans le modèle théorique de Sachs, Kraay et Raddatz affirment que la dynamique de croissance de ces pays peut être compatible avec «quelque chose qui ressemble à un piège de la pauvreté à moyen terme» (p. 14). Dans les faits, il existe bien un piège de la pauvreté, mais celui-ci n'est pas conforme à la définition de Sachs *et al.*

En revanche, Easterly vérifie l'existence d'un piège de la pauvreté en posant les questions suivantes: les pays les plus pauvres affichent-ils un taux de croissance par habitant sensiblement inférieur à celui des autres pays et enregistrent-ils une croissance nulle? Il constate que la réponse dépend de la période de temps considérée. En partant du taux de croissance par habitant du cinquième des pays les plus pauvres au début des périodes 1950-2001, 1950-1975 et 1975-2001, il ne trouve pas de preuve de l'existence d'un piège de la pauvreté conforme à cette définition. Toutefois, le taux de croissance de ces pays est statistiquement proche de zéro pendant la période 1980-2001; et dans la période 1985-2001, statistiquement, il n'est pas très différent de zéro et est nettement inférieur au taux de croissance de tous les autres pays. Cela témoigne dans les faits de l'existence d'un piège de la pauvreté.

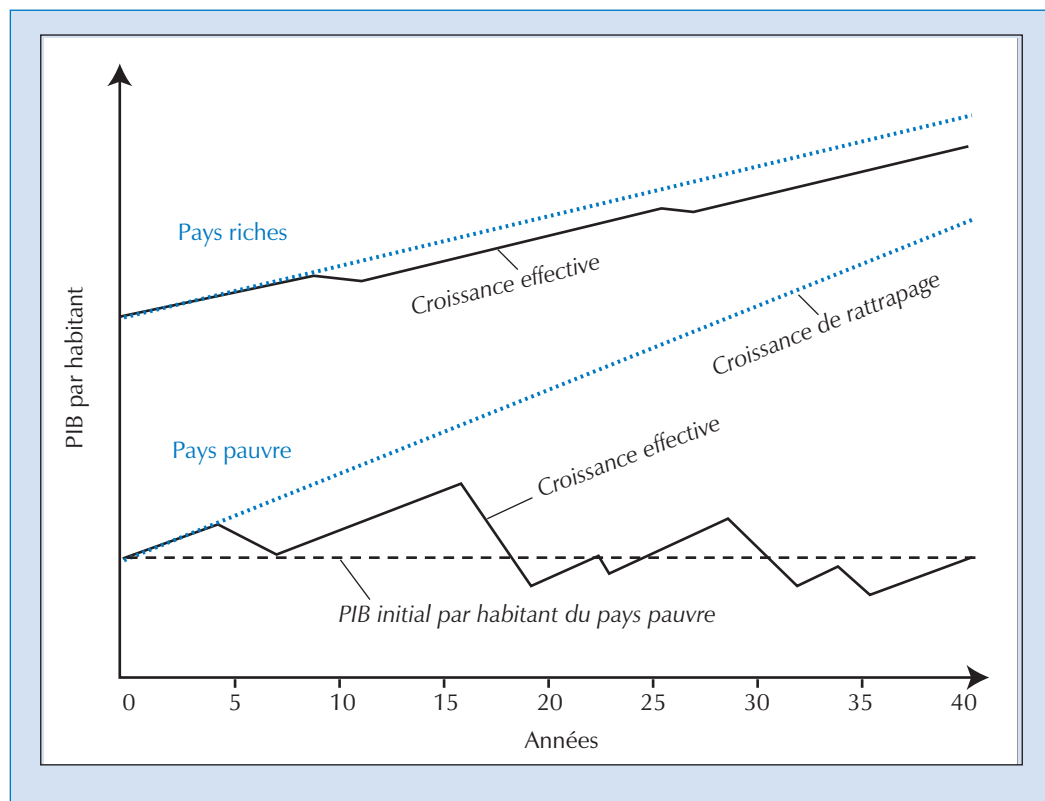
Toutefois, Easterly rejette l'idée d'un piège de la pauvreté car près du tiers des pays les plus pauvres étaient plus riches en 1950 qu'en 1985 (ils «étaient devenus pauvres, et ne l'avaient pas toujours été», p. 11). Il rejette aussi l'idée d'un piège de la pauvreté tel que défini dans le projet du Millénaire car il estime que celle-ci s'inscrit dans le cadre d'une argumentation en faveur d'une aide accrue. Il estime que, pendant la dernière période, pour laquelle existent des preuves empiriques du piège de la pauvreté, les pays les plus pauvres ont, dans la pratique, reçu davantage d'aide. Il soutient donc que ces pays ne peuvent pas être pris dans un piège de la pauvreté tel que défini par Sachs *et al.* et dans le projet du Millénaire.

Bien que les conclusions de ces études doivent être lues de manière attentive, il convient de noter que les travaux de recherche récents ont permis de mieux comprendre la nature du piège de la pauvreté dans lequel les pays les plus pauvres sont pris. Cerra et Saxena (2005) montrent que si l'on se concentre seulement sur les périodes d'expansion, les pays pauvres peuvent rattraper dans les faits les pays riches car leur croissance est plus forte. Toutefois, comme les pays pauvres connaissent des récessions plus fréquentes et plus profondes que les pays initialement riches, il en résulte à long terme un écart entre les pays riches et les pays pauvres et une situation dans laquelle, à long terme et malgré des envolées de croissance rapide, la production par habitant peut être la même qu'il y a 30 ou 40 ans (voir le graphique 4 de l'encadré). Ros (2005b) montre que la forme d'intégration dans l'économie mondiale peut être à l'origine de chutes de croissance. Après avoir analysé la fréquence des chutes de croissance depuis les années 60 dans les pays en développement classés en fonction de leur PIB initial par habitant (1960), de la taille de leur économie, de l'abondance des ressources, de la spécialisation des exportations et de l'inégalité, il constate que:

- Pour ce qui du revenu initial, l'écart le plus important est entre les pays à revenu faible ou intermédiaire inférieur d'une part, et les pays à revenu élevé ou à revenu intermédiaire supérieur d'autre part, les chutes de croissance étant plus fréquentes dans le premier groupe. Cinquante-neuf pour cent des pays à faible revenu et 59 % des pays à revenu intermédiaire inférieur ont enregistré des chutes de croissance;

Encadré 9 (suite)

GRAPHIQUE 4 DE L'ENCADRÉ. CHOCS ÉCONOMIQUES NÉGATIFS, CROISSANCE DIVERGENTE ET STAGNATION ÉCONOMIQUE À LONG TERME DES PAYS PAUVRES



Source: D'après Cerra et Saxena (2005).

- Les conséquences des chutes de croissance sont beaucoup plus grandes dans les petits pays que dans les grands;
- Ces chutes de croissance sont plus fréquentes dans les pays riches en ressources naturelles que dans les pays pauvres en ressources naturelles, et en particulier dans les pays dont l'économie est spécialisée dans les exportations de minéraux et de pétrole;
- Cinquante-deux pour cent des pays très inégalitaires et 55 % des pays moyennement inégalitaires ont enregistré des chutes de croissance, mais aucun des pays faiblement inégalitaires.

Comme l'écrit Ros, «La chute de croissance résulte de l'effet conjugué d'une répartition inégale des revenus et du modèle de spécialisation, en fonction de l'abondance des ressources naturelles et de la taille de l'économie» (Ros, 2005a: 228).

Pour résumer, les éléments récents ne remettent pas en cause la notion de piège de la pauvreté, mais la renforcent. Toutefois, le piège de la pauvreté doit tenir compte dans sa définition de la vulnérabilité des pays pauvres aux chocs négatifs et aux chutes de croissance. En outre, il est clair que la forme de l'intégration de l'économie mondiale, qui est au cœur de l'analyse de la CNUCED du piège de la pauvreté mais ne fait pas partie intégrante de celles de Sachs *et al.* et du projet du Millénaire, devrait être prise en compte comme un aspect essentiel du piège de la pauvreté.

avancés. Dans la plupart des PMA, le PIB par habitant n'est guère supérieur, ou est même inférieur, au maximum enregistré dans les années 70 ou au début des années 80. D'une façon générale, la stagnation ou la régression économique des PMA n'est pas due à une absence de croissance. Ils ont au contraire connu une expansion, parfois rapide, mais n'ont pas réussi à poursuivre sur leur lancée. Ces observations empiriques confirment que de nombreux PMA sont pris au piège de la pauvreté (voir l'encadré 9). Mais elles indiquent aussi que cela tient en grande partie à leur vulnérabilité aux crises économiques et aux chocs de la production, et aux conséquences de cette vulnérabilité.

TABLEAU 26. FORMATION BRUTE DE CAPITAL ET ÉPARGNE INTÉRIEURE DANS LES PMA ET LES AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1989-1993 ET 1999-2003 (EN POURCENTAGE DU PIB)

	Formation brute de capital		Épargne intérieure brute		Besoins en ressources extérieures ^a		Entrées nettes d'IED	
	1989-1993	1999-2003	1989-1993	1999-2003	1989-1993	1999-2003	1989-1993	1999-2003
PMA	16,6	22,0	7,2	13,6	-9,4	-8,4	1,0	2,6
PAM africains	15,8	21,5	5,8	10,6	-10,0	-10,9	1,0	4,6
Autres PMA	17,8	22,5	9,2	17,0	-8,6	-5,5	0,9	0,3
Autres pays en développement	24,8	25,2	24,5	26,4	-0,3	1,2	1,2	2,8

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, données en ligne, mai 2005.

Note: Moyenne pondérée pour les 28 PMA et les 84 autres pays en développement pour lesquels des données sont disponibles.

a Les besoins en ressources extérieures correspondent à l'épargne intérieure brute diminuée de la formation brute de capital.

Les pays très pauvres ont certainement le potentiel de parvenir à une croissance économique rapide, mais pour réaliser ce potentiel ils doivent surmonter les multiples obstacles et contraintes qui pèsent inexorablement sur eux et jeter les bases d'une croissance soutenue.

C. Les tendances de la formation de capital physique

Pour atteindre les taux de croissance potentielle du PIB, il est indispensable d'accroître l'investissement.

Pour atteindre les taux de croissance potentielle du PIB, il est indispensable d'accroître l'investissement, ce qui ouvrira la voie au progrès technologique et au changement structurel, contribuera au renforcement des capacités productives et rendra l'économie des PMA moins vulnérable aux chocs et aux chutes de croissance. Les taux d'investissement ont augmenté au cours des 15 dernières années. Comme le montre le tableau 26, le rapport de la formation brute de capital au PIB pour les PMA sur lesquels on possède des données est passé de 16,6 % pour la période 1989-1993 à 22 % pour la période 1999-2003. Le niveau d'investissement demeure cependant inférieur à la moyenne observée dans les autres pays en développement. Il est également inférieur à l'objectif fixé pour les PMA dans le Programme d'action de Bruxelles (25 % du PIB), et très en deçà du niveau requis par les scénarios de rattrapage lent et de rattrapage rapide.

Cette amélioration générale masque cependant d'importantes différences d'un pays à l'autre. Le ratio de la formation brute de capital au PIB s'est en fait détérioré dans un tiers des PMA pour lesquels on possède des données. Son évolution est étroitement liée au type d'intégration commerciale dans l'économie mondiale. Il s'est nettement amélioré dans les PMA exportateurs d'articles manufacturés et de pétrole, mais dégradé dans un quart des PMA exportateurs de produits agricoles, dans la moitié des PMA exportateurs de minerais et dans la totalité des PMA exportateurs de services pour lesquels on a des données.

Pour les PMA pris globalement, le déficit de ressources correspondait à 8,4 % du PIB en 1999-2003, ce qui implique que près de 40 % de la formation de capital ont été assurés par un financement extérieur.

La formation de capital dans les PMA demeure lourdement tributaire du financement extérieur. Pour les PMA pris globalement, le déficit de ressources (c'est-à-dire la différence entre la formation brute de capital et l'épargne intérieure brute) correspondait à 8,4 % du PIB en 1999-2003, ce qui implique que près de 40 % de la formation de capital ont été assurés par un financement extérieur, alors que ce déficit ne représentait que 1 % du PIB dans les autres pays en développement. Dans les années 90, une part croissante de la formation de capital a été financée par l'épargne intérieure dans les pays les moins avancés,

mais cette évolution est principalement attribuable aux PMA asiatiques. L'augmentation des investissements dans les PMA africains est due en grande partie à des apports de capitaux étrangers, en particulier sous forme d'investissement étranger direct (IED).

Il est possible de ventiler les données sur la formation brute de capital fixe en distinguant entre l'investissement public en capital fixe, l'investissement intérieur privé en capital fixe et l'investissement étranger direct dans 12 PMA durant les années 90 (voir le graphique 13). Plusieurs tendances sont notables:

- L'investissement public a été très faible dans la plupart des PMA de l'échantillon. Il dépassait 10 % du PIB dans seulement quatre d'entre eux (et dans deux cas, à peine) au début des années 90, et dans seulement trois à la fin de la décennie;
- L'investissement public a généralement fléchi dans les années 90. Entre le début et la fin de la décennie, il a diminué en pourcentage du PIB dans huit des 12 PMA considérés;
- L'investissement intérieur privé est encore plus faible que l'investissement public dans la majorité des pays de l'échantillon. Exprimé en pourcentage du PIB, il n'a dépassé l'investissement public que dans cinq pays pendant la première moitié de la décennie et dans trois pays pendant la seconde;
- Le rôle de l'investissement intérieur privé dans la formation de capital a diminué au cours des années 90. Exprimé en pourcentage du PIB, cet investissement a fléchi dans huit des 12 pays de l'échantillon;
- Le rôle du secteur privé étranger dans la formation de capital a augmenté dans les années 90. Le rapport de l'IED au PIB a progressé dans 10 des 12 PMA considérés, mais il est resté inférieur à celui de l'investissement intérieur privé au PIB dans tous les PMA, sauf deux – le Cambodge et le Malawi.

Il semble que l'investissement dans les PMA soit caractérisé par la maigreur des apports du secteur privé intérieur.

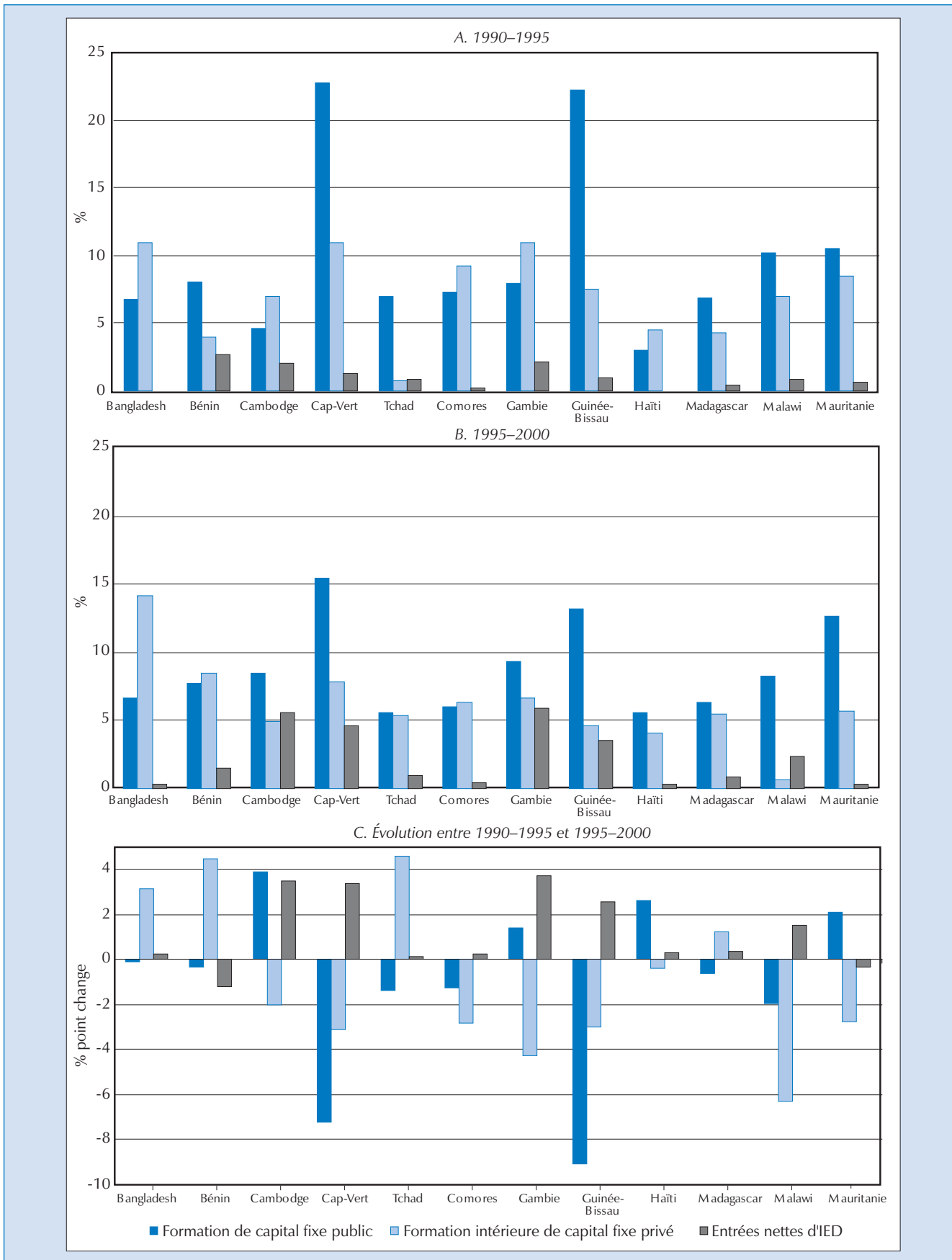
Même s'il s'agit d'un petit échantillon, ces tendances sont très révélatrices. Il semble que l'investissement dans les PMA soit caractérisé par la maigreur des apports du secteur privé intérieur. L'investissement public est également très faible.

À première vue, il n'y a guère d'interactions positives entre l'investissement public, l'investissement intérieur privé et l'IED. Aucun PMA de l'échantillon n'a enregistré une hausse à la fois de l'investissement public et de l'investissement intérieur privé, en pourcentage du PIB, entre la première moitié et la seconde moitié des années 90. Dans quatre pays où le rapport de l'investissement intérieur privé au PIB a augmenté, le rapport de l'investissement public a fléchi, et dans quatre pays où le rapport de l'investissement public s'est accru, le rapport de l'investissement intérieur privé a diminué. Dans les quatre autres pays, les deux rapports ont diminué. Les apports d'IED, qui vont croissant, sont une source d'investissement de plus en plus importante pour de nombreux PMA, mais ils ne semblent pas non plus liés à une augmentation de l'investissement intérieur privé. On reviendra plus loin sur cette question dans le présent chapitre.

D. La formation de capital humain et l'exode des cerveaux

La formation de capital humain joue un rôle important dans le développement des capacités productives. Les taux de croissance potentiels

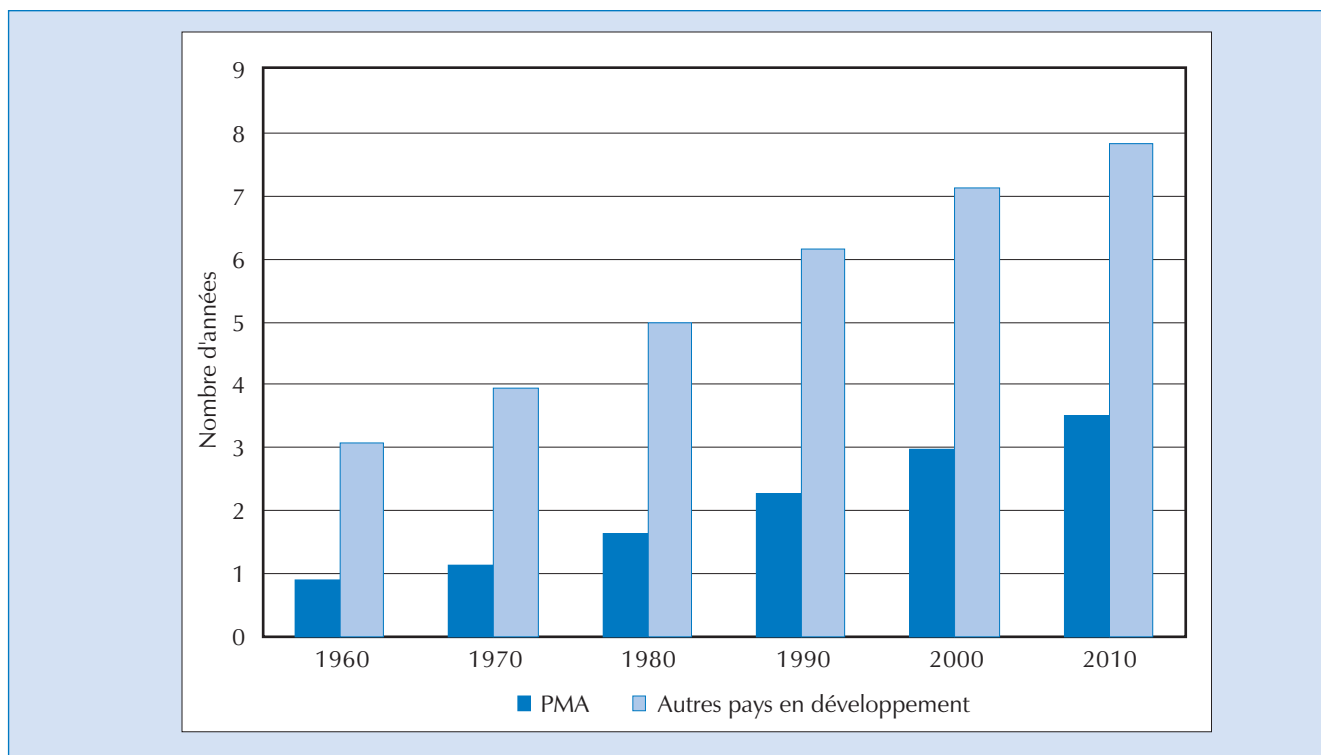
GRAPHIQUE 13. COMPOSITION DE LA FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE DANS CERTAINS PMA, 1990-1995 ET 1995-2000 (EN POURCENTAGE DU PIB)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après des données de la Banque mondiale (communication directe) et les *Indicateurs du développement dans le monde 2005*, CD-ROM.

Note: La formation brute de capital fixe a été divisée en trois composantes: la formation brute de capital fixe public, la formation intérieure brute de capital fixe privé et l'IED. La formation brute de capital fixe privé correspond à la somme de la formation intérieure brute de capital fixe privé et des entrées nettes d'IED.

GRAPHIQUE 14. NOMBRE MOYEN D'ANNÉES DE SCOLARISATION DANS LES PMA
ET DANS LES AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1960-2010



Source: D'après Cohen et Soto (2001).

prévus dans le modèle de rattrapage repose sur l'hypothèse de taux élevés de formation de capital humain, parallèlement à une augmentation de la formation de capital physique. À l'heure actuelle, les pays les moins avancés sont très en retard par rapport aux autres pays en développement en ce qui concerne le niveau d'instruction et d'autres aspects de la mise en valeur du capital humain.

Le graphique 14 indique le niveau estimatif de scolarisation dans les pays les moins avancés. Il montre qu'en 2000 la population adulte des PMA avait en moyenne trois années de scolarité – soit presque deux fois plus qu'en 1980, mais deux fois moins que la moyenne pour les autres pays en développement (7,1 années) et même pas un tiers du niveau enregistré dans les pays de l'OCDE à revenu élevé (11,4 années). Malgré les progrès accomplis depuis 1980, le niveau de scolarisation était plus bas dans les PMA en 2000 que dans les autres pays en développement en 1960. L'écart entre les deux groupes est également plus important qu'en 1960 et se creuse progressivement⁶. Cela signifie que le taux de formation de capital humain, qui est une des principales sources de croissance de la productivité dans le modèle de rattrapage, est en fait plus lent dans les PMA que dans les autres pays en développement.

La brièveté de la scolarité a pour conséquence immédiate un faible niveau d'alphabétisation. On estime que, parmi la population adulte des PMA, 32 % des hommes et 56 % des femmes étaient analphabètes en 2002 (voir le tableau 27). Les taux d'analphabétisme chez les jeunes sont également très élevés. D'après les estimations, 34 % de la population totale âgée de 15 à 24 ans – et, à l'intérieur de ce groupe d'âge, 41 % de la population féminine – était analphabète en 2002.

Divers autres indicateurs de la formation technique donnent une image tout aussi sombre de la situation. L'effectif dans l'enseignement secondaire technique et professionnel ne constitue qu'une toute petite partie de l'effectif total dans le

En 2000 la population adulte des PMA avait en moyenne trois années de scolarité. Malgré les progrès accomplis depuis 1980, le niveau de scolarisation était plus bas dans les PMA en 2000 que dans les autres pays en développement en 1960.

TABLEAU 27. TAUX D'ALPHABÉTISATION DES ADULTES ET DES JEUNES DANS LES PMA, PAR SEXE, 2002

	Taux d'alphabétisation des adultes (En pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus)			Taux d'alphabétisation des jeunes (En pourcentage de la population âgée de 15 ans à 24 ans)		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Bangladesh	31,4	50,3	41,1	41,1	57,8	49,7
Bénin	25,5	54,8	39,8	38,5	72,7	55,5
Burundi	43,6	57,7	50,4	65,1	67,2	66,1
Cambodge	59,3	80,8	69,4	75,9	84,5	80,3
Cap-Vert	68,0	85,4	75,7	86,3	92,0	89,1
Comores	49,1	63,5	56,2	52,2	65,6	59,0
Éthiopie	33,8	49,2	41,5	51,8	63,0	57,4
Haïti	50,0	53,8	51,9	66,5	65,8	66,2
Lesotho ^b	90,3	73,7	81,4	98,5	82,7	90,5
Liberia	39,3	72,3	55,9	55,4	86,3	70,8
Malawi	48,7	75,5	61,8	62,8	81,9	72,5
Maldives	97,2	97,3	97,2	99,2	99,1	99,2
Mali ^a	11,9	26,7	19,0	16,9	32,3	24,2
Mauritanie	31,3	51,5	41,2	41,8	57,4	49,6
Mozambique	31,4	62,3	46,5	49,2	76,6	62,8
Myanmar	81,4	89,2	85,3	91,1	91,6	91,4
Népal	26,4	61,6	44,0	46,0	78,1	62,7
Niger	9,3	25,1	17,1	15,1	34,0	24,5
Ouganda	59,2	78,8	68,9	74,0	86,3	80,2
République centrafricaine ^a	33,5	64,7	48,6	46,9	70,3	58,5
Rép. dém. pop. lao	55,5	77,4	66,4	72,7	85,8	79,3
Rép.-Unie de Tanzanie	69,2	85,2	77,1	89,4	93,8	91,6
Rwanda	63,4	75,3	69,2	83,6	86,3	84,9
Samoa	98,4	98,9	98,7	99,5	99,4	99,5
Sénégal	29,7	49,0	39,3	44,5	61,3	52,9
Soudan	49,1	70,8	59,9	74,2	83,9	79,1
Tchad	37,5	54,5	45,8	64,0	75,8	69,9
Togo	45,4	74,3	59,6	66,6	88,3	77,4
Yémen	28,5	69,5	49,0	50,9	84,3	67,9
Zambie	73,8	86,3	79,9	86,9	91,5	89,2
PMA	44,4	67,6	53,8	59,1	72,6	65,6

Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2005*, CD-ROM.

^a Données 2000; ^b Données 2001.

TABLEAU 28. INDICATEURS DE L'EFFECTIF DANS L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE DANS LES PMA, LES AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET LES PAYS DE L'OCDE, DANS LA PÉRIODE RÉCENTE^a
(En pourcentage)

	PMA	Autres pays en développement	Pays de l'OCDE
Effectif dans l'enseignement technique et professionnel en pourcentage des élèves du secondaire	2.6	10.4 ^b	24.8 ^c
Pourcentage de la population âgée de 20 à 24 ans étudiant dans l'enseignement supérieur	5.9	23.2	56.9
Notamment en :			
Sciences	10.0	10.5	10.8
Ingénierie	7.5	13.2	14.3
Agriculture	4.0	2.5	1.9

Source : Knell (2006), et King et Palmer (2005).

^a Les données sur l'effectif dans l'enseignement technique et professionnel ont trait à 2001. Les données sur l'enseignement supérieur se rapportent à 1998/99 ou 2002/03.

^b Tous les pays en développement.

^c Pays de l'OCDE moins les États-Unis, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande et la Pologne pour lesquels des données ne sont pas disponibles.

secondaire: 2,6 % seulement en moyenne en 2001, contre 10,4 % dans les autres pays en développement et 25 % dans les pays de l'OCDE (King et Palmer, 2005). Le pourcentage d'étudiants dans l'enseignement technique supérieur est très bas, principalement parce que l'effectif de l'enseignement supérieur est en général bien plus faible dans les PMA que dans les autres pays en développement et dans les pays de l'OCDE. Ces dernières années, seulement 6 % de la population des PMA âgée de 20 à 24 ans fréquentait un établissement d'enseignement supérieur, contre 23 % dans les autres pays en développement, et 57 % dans les pays de l'OCDE à revenu élevé (voir le tableau 28). Dans l'enseignement supérieur, la part des étudiants suivant une formation scientifique ou agricole est à peu près la même dans les PMA que dans les autres pays en développement et dans les pays de l'OCDE. Mais la part des étudiants en ingénierie est plus de deux fois moindre que dans les autres pays en développement. La fréquentation d'établissements d'enseignement supérieur, en particulier dans des disciplines techniques, est importante pour acquérir les compétences administratives et techniques nécessaires à une utilisation efficace des technologies modernes et à l'adaptation des technologies importées aux conditions locales. Les connaissances générales qui constituent le socle des capacités technologiques laissent donc beaucoup à désirer.

La durée des études n'est, certes, pas la mesure idéale des compétences. Elle ne tient pas compte de la qualité de l'enseignement ni des connaissances acquises en cours d'emploi et des autres modes de formation – sur lesquels il n'y a pas de données comparables à l'échelle internationale. Cela dit, la structure de production risque d'aggraver encore le déficit de compétences. Le secteur manufacturier (dont il sera question dans le chapitre suivant) est peu développé, aussi les entrepreneurs et la main-d'œuvre n'ont-ils guère d'expérience pratique, ce qui influe énormément sur l'aptitude à introduire de nouvelles industries manufacturières. En outre, comme la plupart des gens sont employés dans des entreprises familiales – soit dans de petites exploitations agricoles, soit dans le secteur urbain parallèle – les possibilités de formation en cours d'emploi sont limitées. Il y a, par exemple, de solides systèmes traditionnels d'apprentissage dans le secteur parallèle (Atchoarena et Delluc, 2001), mais s'ils peuvent répondre aux besoins de l'économie informelle, ils ne sont pas vraiment adaptés à la production en grande série dans des usines, ni applicables sans conseils en matière de vulgarisation aux techniques modernes d'intensification de la production agricole.

Une caractéristique importante de la formation de capital humain dans les PMA est que les travailleurs qualifiés de ces pays ont une forte propension à chercher du travail à l'étranger. L'expatriation peut être source d'apports financiers, favoriser l'acquisition de nouvelles compétences et inciter les gens à faire des études, mais l'«exode des cerveaux» amoindrit sérieusement une des composantes essentielles du capital humain des PMA⁷.

Il est difficile de se faire une idée générale de ce phénomène car on manque de données sur les flux migratoires à destination des autres pays en développement. L'intensité de l'exode des cerveaux des pays en développement vers les pays de l'OCDE a cependant fait l'objet d'estimations (Docquier et Mafouk, 2004). À partir de ces données récentes, on peut estimer le nombre de travailleurs hautement qualifiés (ceux qui ont suivi un enseignement supérieur – au moins 13 années d'instruction) nés dans chaque PMA qui travaillaient dans les pays de l'OCDE en 1990 et 2000. Il est alors possible de calculer le «taux d'émigration» vers les pays de l'OCDE, défini comme la part du personnel hautement qualifié des PMA qui y était employé.

L'effectif dans l'enseignement secondaire technique et professionnel ne constitue qu'une toute petite partie de l'effectif total dans le secondaire: 2,6 % seulement en moyenne en 2001, contre 10,4 % dans les autres pays en développement et 25 % dans les pays de l'OCDE.

Ces dernières années, seulement 6 % de la population des PMA âgée de 20 à 24 ans fréquentait un établissement d'enseignement supérieur, contre 23 % dans les autres pays en développement, et 57 % dans les pays de l'OCDE à revenu élevé... Mais la part des étudiants en ingénierie est plus de deux fois moindre que dans les autres pays en développement.

TABLEAU 29. TAUX D'ÉMIGRATION DES TRAVAILLEURS HAUTEMENT QUALIFIÉS^a DES PMA VERS LES PAYS DE L'OCDE,
1990 ET 2000

(En pourcentage de la main-d'œuvre totale hautement qualifiée)

	1990 (a)	2000 (b)	% point change (b-a)
Afghanistan	13,5	23,3	9,8
Angola	4,6	33,0	28,4
Bangladesh	2,1	4,3	2,3
Bénin	7,3	11,3	4,0
Bhoutan	0,7	0,6	-0,1
Burkina Faso	1,5	2,6	1,1
Burundi	9,5	8,5	-1,0
Cambodge	15,6	18,3	2,7
Cap-Vert	56,8	67,5	10,7
Comores	7,0	21,2	14,1
Djibouti	7,6	11,0	3,3
Érythrée	0,0	34,0	34,0
Éthiopie	8,0	10,1	2,0
Gambie	80,4	63,3	-17,1
Guinée	13,4	11,3	-2,2
Guinée-Bissau	9,3	24,4	15,1
Guinée équatoriale	1,1	13,0	11,9
Haïti	78,6	83,6	5,0
Îles Salomon	39,2	6,4	-32,9
Kiribati	68,5	23,1	-45,4
Lesotho	10,4	4,3	-6,1
Liberia	32,4	45,0	12,6
Madagascar	5,7	7,6	1,9
Malawi	16,8	18,7	1,9
Maldives	1,2	1,2	0,0
Mali	8,2	15,0	6,8
Mauritanie	2,8	11,8	9,0
Mozambique	26,6	45,1	18,5
Myanmar	4,3	4,0	-0,2
Népal	1,8	5,3	3,5
Niger	6,4	6,0	-0,5
Ouganda	44,2	35,6	-8,6
République centrafricaine	4,0	7,1	3,0
Rép. dém. du Congo	21,0	13,7	-7,3
Rép. dém. pop. lao	29,9	37,4	7,5
Rép.-Unie de Tanzanie	11,6	12,4	0,7
Rwanda	17,3	26,0	8,6
Samoa	96,7	76,4	-20,4
Sao Tomé-et-Principe	3,6	22,0	18,3
Sénégal	12,3	17,7	5,4
Sierra Leone	34,2	52,5	18,3
Somalie	17,4	32,7	15,3
Soudan	5,2	6,9	1,7
Tchad	2,1	2,4	0,3
Timor-Leste	..	15,5	15,5
Togo	11,1	18,7	7,7
Tuvalu	74,6	27,1	-47,5
Vanuatu	48,2	8,2	-40,1
Yémen	5,5	6,0	0,5
Zambie	16,7	16,8	0,0
PMA	20,3	21,4	1,0
PMA africains	16,5	21,9	5,4
PMA asiatiques	9,2	12,4	3,2
PMA insulaires	44,0	26,8	-17,2
Autres pays en développement	26,6	22,8	-3,8
Pays développés	11,0	10,4	-0,7

Source : Docquier et Marfouk (2005). *International Migration by Educational Attainment (1990-2000)*, release 1.1.

^a Les travailleurs hautement qualifiés sont ceux ayant suivi un enseignement supérieur (13 ans de scolarisation au moins).

Les résultats présentés dans le tableau 29 mettent en évidence certaines grandes tendances:

- Environ un travailleur hautement qualifié (c'est-à-dire ayant suivi un enseignement supérieur) originaire des PMA sur cinq travaillait dans un pays de l'OCDE en 2000;
- La proportion était légèrement plus élevée qu'en 1990, mais l'intensité de l'exode des cerveaux était en augmentation dans presque tous les PMA, avec dans certains une forte hausse;
- Pour l'ensemble des PMA, l'intensité de l'exode des cerveaux était légèrement inférieure à la moyenne des autres pays en développement: 21,4 % des travailleurs hautement qualifiés nés dans les PMA travaillaient dans les pays de l'OCDE, contre 22,9 % pour les travailleurs hautement qualifiés nés dans les autres pays en développement;
- Le taux d'émigration des travailleurs hautement qualifiés vers les pays de l'OCDE était beaucoup plus faible pour les PMA asiatiques (12,4 %) que pour les PMA africains (21,9 %) et insulaires (26,8 %);
- L'exode des cerveaux des PMA africains et asiatiques vers les pays de l'OCDE s'est nettement intensifié dans les années 90. Le taux d'émigration des travailleurs hautement qualifiés a augmenté d'environ un quart pour les PMA africains et d'un tiers pour les PMA asiatiques. Il a nettement fléchi pour les PMA insulaires, mais au départ, en 1990, il était très élevé (44 %).

Il s'agit là de moyennes générales et il faut bien voir que la situation varie beaucoup d'un pays à l'autre. Pour presque la moitié des PMA (23 pays), l'intensité de l'exode des cerveaux dépassait 20 %. Pour 12 PMA, plus d'un travailleur hautement qualifié né dans le pays sur trois travaillait dans un pays de l'OCDE en 2000. Il s'agissait de l'Angola (taux d'émigration: 33 %), du Cap-Vert (68 %), de l'Érythrée (34 %), de la Gambie (63 %), d'Haïti (84 %), du Libéria (44 %), du Mozambique (45 %), de l'Ouganda (36 %), de la République démocratique populaire lao (37 %), du Samoa (76 %), de la Sierra Leone (53 %) et de la Somalie (33 %). L'intensité de l'exode des cerveaux constitue un problème particulièrement grave dans les PMA insulaires, les petits pays et les pays en proie à de graves troubles civils. Cela dit, le taux d'émigration était plus faible en 2000 qu'en 1990 dans cinq des neuf PMA insulaires. Hormis les pays les moins avancés insulaires, trois PMA seulement ont vu leur taux d'émigration diminuer de plus d'un point de pourcentage entre 1990 et 2000: la Gambie, l'Ouganda et la République démocratique du Congo.

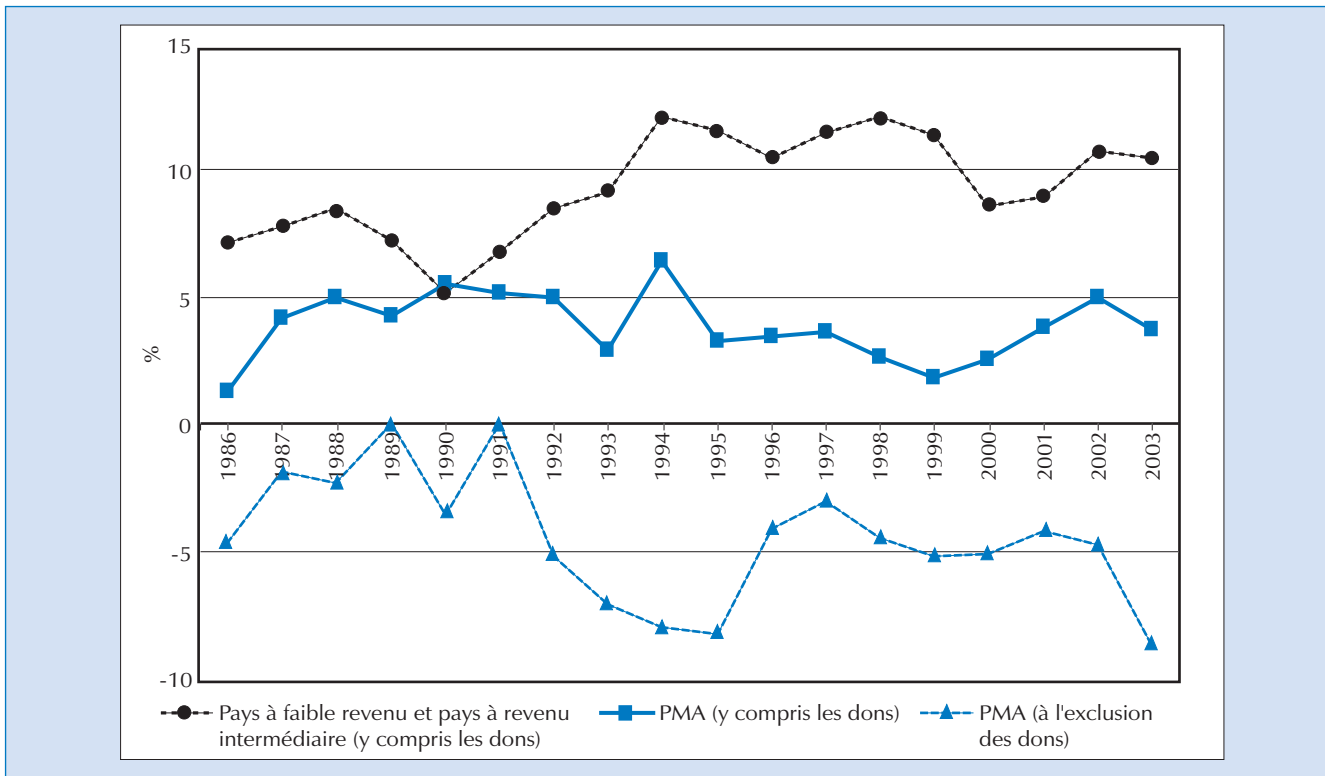
Environ un travailleur hautement qualifié (c'est à dire ayant suivi un enseignement supérieur) originaire des PMA sur cinq travaillait dans un pays de l'OCDE en 2000.

Dans les années 90, le taux d'émigration des travailleurs hautement qualifiés vers les pays de l'OCDE était beaucoup plus faible pour les PMA asiatiques que pour les PMA africains et insulaires.

E. Mobilisation des ressources intérieures: limites et possibilités⁹

Le taux d'accumulation de capital physique et humain laisse à désirer dans la plupart des PMA pour trois raisons fondamentales. Premièrement, les ressources intérieures disponibles pour financer la formation de capital sont très maigres. Deuxièmement, l'excédent disponible n'est pas suffisamment orienté vers l'investissement productif pour engendrer une dynamique d'accumulation croissante. Troisièmement, les apports de ressources extérieures ne soutiennent pas assez l'accumulation intérieure de capital. Dans la présente section et la suivante, on examinera la première et la dernière de ces trois raisons. Les carences des systèmes financiers des PMA influent aussi de façon déterminante

GRAPHIQUE 15. ÉPARGNE VÉRITABLE^a DANS LES PMA ET DANS LES PAYS À REVENU FAIBLE ET LES PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE, 1986-2003



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde* et *Global Development Finance*, données en ligne, novembre 2005.

Note: Dans les 26 PMA pour lesquels des données sont disponibles.

a Pour la définition de l'épargne véritable, voir le corps du texte.

sur l'ampleur de l'excédent disponible pour l'investissement et sur la mesure dans laquelle il est effectivement consacré à des investissements productifs – mais cette question institutionnelle sera examinée plus loin au chapitre 6.

1. FAIBLESSES DE L'ÉPARGNE INTÉRIEURE

L'épargne intérieure brute a représenté 13,6 % du PIB des PMA, ce qui est bien en deçà des niveaux requis pour permettre aux PMA de financer eux mêmes l'investissement prévu aussi bien dans le scénario de rattrapage lent que dans le scénario de rattrapage rapide.

Pendant la période 1999-2003, l'épargne intérieure brute a représenté 13,6 % du PIB des PMA pour lesquels on a des données (voir le tableau 26). Bien que nettement supérieur au niveau enregistré 10 ans plus tôt, ce pourcentage est à peu près deux fois moins élevé que dans les autres pays en développement. Le taux d'épargne intérieure pendant cette période a été particulièrement faible dans les PMA africains – seulement 10,6 % du PIB.

Dans ces conditions, il est impossible d'atteindre le volume d'investissement nécessaire pour assurer la croissance économique et réduire la pauvreté sans faire appel à un financement extérieur. Les taux d'épargne intérieure sont bien en deçà des niveaux requis pour permettre aux PMA de financer eux-mêmes l'investissement prévu aussi bien dans le scénario de rattrapage lent que dans le scénario de rattrapage rapide. En fait, le taux d'épargne intérieure moyen pour l'ensemble des PMA est tel que la croissance économique n'est pas possible sans un apport de ressources extérieures. D'après des estimations faites dans le cadre du projet du Millénaire de l'ONU, ce taux n'a été que de 6,7 % pendant la période 1980-2000 et s'ils n'avaient pas reçu de ressources extérieures ces pays auraient vu leur PIB par habitant fléchir de 3,1 % par an, même si toutes les ressources intérieures avaient été bien investies (projet du Millénaire, 2005,

TABLEAU 30. LES FINANCES PUBLIQUES DANS CERTAINS PMA

(En pourcentage du PIB)

	Periode ^a	Recettes publiques	Recettes fiscales	Recettes autres que fiscales ^b (à l'exclusion des dons)	Dons	Dépenses publiques
Bangladesh	2001-2003	10,9	7,8	2,3	0,9	9,1
Bhoutan	2001-2003	38,8	10,8	11,9	16,2	21,2
Burundi	1998-1999	15,4	14,5	0,9	..	19,9
Éthiopie	1998-1999	19,9	12,9	6,1	0,9	21,5
Guinée	1998-1999	16,2	10,8	0,7	4,6	12,8
Maldives	2001-2003	32,6	13,0	17,8	1,9	25,9
Myanmar	1996-1999	6,7	3,5	3,2
Ouganda	2000-2002	18,8	11,2	0,3	7,3	18,0
Népal	2001-2003	13,1	9,4	2,1	1,7	..
Rép. dém. du Congo	2001-2002	6,1	5,0	1,0	..	6,3
Rwanda	1990-1992	9,9	8,7	1,2	..	13,1
Sénégal	1999-2001	19,6	17,0	0,7	1,8	13,9
Sierra Leone	1998-1999	11,1	7,0	0,2	3,9	17,3
Soudan	1998-1999	7,5	6,2	1,3	..	7,1
Vanuatu	1997-1999	23,9	20,0	4,0	..	23,5
Yémen	1998-1999	29,1	10,9	17,6	0,5	25,3
Zambie	1998-1999	25,0	18,1	0,6	6,3	19,2

Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après FMI, *Governmental Financial Statistics March 2005*, et Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, données en ligne, mai 2005.

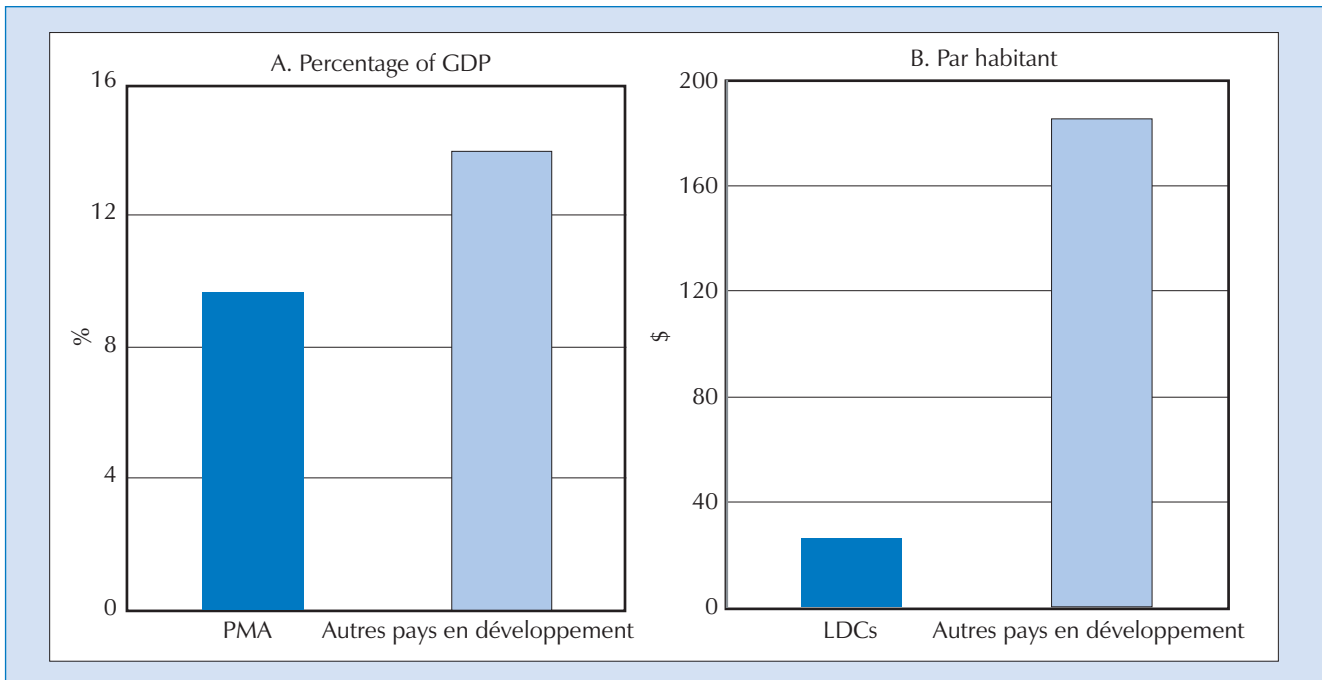
a Période la plus récente pour laquelle des données sont disponibles.

b Les recettes autres que fiscales (à l'exclusion des dons) comprennent les revenus immobiliers, les ventes de biens et de services, les amendes et débits et les transferts volontaires autres que les dons.

tableau 3.11)⁹. Si l'on procède à la même analyse en prenant le taux d'épargne intérieure de 13,6 % observé pendant la période 1999-2003 et un taux de croissance démographique plus bas (2,4 % par an, au lieu de 2,5 %), on voit que l'épargne intérieure dans les PMA est encore trop faible pour engendrer à elle seule une croissance économique. S'ils n'avaient pas eu accès à l'épargne extérieure, les PMA pris globalement auraient vu leur taux de croissance par habitant fléchir de 0,66 % par an pendant la période 1999-2003, même si la totalité de l'épargne intérieure avait été bien investie.

Le tableau apparaît encore plus sombre si l'on évalue le taux d'«épargne véritable» – c'est-à-dire le taux d'épargne figurant dans les comptes nationaux, ajusté pour tenir compte de l'épuisement du patrimoine naturel. Cet ajustement est important pour les PMA car leur économie est en général lourdement tributaire des ressources naturelles. Pour ceux sur lesquels on possède des données, le taux moyen d'épargne véritable n'a pas augmenté entre 1990 et 2003. Il est resté inférieur à 5 % du revenu national brut pendant la majeure partie des années 90 (voir le graphique 15). En 2003, le taux d'épargne véritable était à peu près deux fois plus bas dans les PMA que dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire, alors qu'en 1990 il était pratiquement au même niveau. L'épargne véritable est également estimée sur la base de l'épargne nationale brute, qui comprend les dons d'APD. Si l'on fait abstraction de ces apports de capitaux extérieurs, elle apparaît beaucoup plus faible dans les PMA. L'épargne véritable ainsi ajustée est en fait négative pour toutes les années comprises entre 1991 et 2003, et marque également une tendance à la baisse.

GRAPHIQUE 16. DÉPENSES PUBLIQUES DE CONSOMMATION FINALE DANS LES PMA ET DANS LES AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 2000-2003



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2005*, CD-ROM.

Notes: Les moyennes de groupe sont des moyennes pondérées. Les calculs ont été effectués sur la base de 39 PMA et 68 autres pays en développement pour lesquels des données sont disponibles.

Ainsi donc, bien que la croissance des PMA considérés globalement se soit nettement accélérée dans les années 90, leur base de ressources productives – l'épargne véritable non compris les dons d'APD – s'est amenuisée. Cela conduit à s'interroger sérieusement sur la possibilité de soutenir l'accélération récente de la croissance économique, qui ressort des données examinées dans le présent chapitre ainsi que des dernières tendances étudiées dans la première partie de ce rapport.

Sur les 17 PMA, trois seulement ont des recettes fiscales qui dépassent 15 % du PIB et le pourcentage est inférieur à 10 % dans sept autres.

2. FAIBLESSE DES RECETTES PUBLIQUES

Les recettes publiques sont également très faibles dans la plupart des PMA. Certains peuvent tirer des rentes importantes de leurs ressources – notamment de l'exploitation du pétrole et des minéraux, mais aussi, dans le cas des PMA insulaires, de l'octroi de licences de pêche. La plupart des pays les moins avancés tirent cependant le gros de leurs recettes intérieures de la fiscalité. Sur les 17 PMA pour lesquels on a des données récentes concernant les finances publiques, trois seulement ont des recettes fiscales qui dépassent 15 % du PIB et le pourcentage est inférieur à 10 % dans sept autres (voir le tableau 30). C'est très peu par rapport aux niveaux enregistrés par les autres pays en développement et par les pays développés. Par exemple, d'après des calculs récents, les recettes fiscales représentent 18 % du PIB en moyenne dans les pays en développement et 38 % dans les pays développés (McKinley, 2005).

Certes, les PMA doivent résoudre d'importants problèmes d'administration fiscale, mais l'étroitesse de leur assiette fiscale ne saurait être imputée exclusivement à une insuffisance des efforts ou des réformes dans ce secteur. Au moins 28 PMA ont introduit une taxe à la valeur ajoutée, dont 24 depuis 1990. Cette importante réforme – effectuée dans le cadre d'abord des programmes

d'ajustement structurel, puis des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté – visait souvent en partie à contrebalancer les conséquences fiscales négatives de la libéralisation du commerce. Or, si elle peut effectivement avoir cet effet dans les pays à revenu élevé, la TVA a permis de compenser 45 à 60 % seulement des pertes de recettes subies par les pays à revenu intermédiaire du fait de cette libéralisation, et 30 % seulement du manque à gagner des pays à faible revenu (Baunsgaard et Keen, 2004).

La faiblesse des recettes fiscales limite les dépenses publiques dans tous les PMA qui ne peuvent pas tirer de rentes de leurs ressources (voir le graphique 16). Pendant la période de 2000-2003, les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont représenté environ 10 % du PIB dans les PMA pour lesquels on a des données, soit six points de pourcentage de moins que dans les autres pays en développement. Comme le PIB par habitant est très faible dans les PMA, le montant des dépenses publiques par habitant l'est également. Pendant la période 2000-2003, les dépenses de consommation finale des administrations publiques des pays les moins avancés pris dans leur ensemble se sont chiffrées à 26 dollars par habitant seulement, contre 186 dollars dans les autres pays en développement. Le niveau par habitant des dépenses publiques consacrées à la santé est de ce fait très bas: 13 dollars par an en moyenne dans les PMA en 2000-2002, contre 75 dollars en moyenne dans les autres pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire et 2 908 dollars dans les pays de l'OCDE à revenu élevé.

3. POSSIBILITÉ DE MOBILISER LES RESSOURCES INTÉRIEURES

La faiblesse de l'épargne intérieure et des recettes publiques dans les PMA tient à plusieurs raisons, la première étant bien entendu la pauvreté généralisée. Le revenu moyen par habitant est tellement bas qu'une grande partie de la population parvient à peine à subvenir à ses besoins essentiels. La capacité d'épargner et la possibilité d'accroître les recettes au moyen de la fiscalité sont donc extrêmement limitées¹⁰. Le rapport inactifs/actifs (nombre de personnes à charge par individu actif dans chaque ménage) est également élevé, ce qui amoindrit encore la capacité d'épargne.

Le fait que la *capacité actuelle* d'épargner et de percevoir des recettes publiques est très limitée ne signifie pas que la *possibilité* de mobiliser des ressources intérieures est faible, bien au contraire. Le sous-développement des PMA a pour corollaire l'existence de ressources latentes et sous-utilisées qui pourraient être mises à profit pour financer des investissements accrus. Quand on étudie la possibilité de mobiliser les ressources intérieures des PMA, il faut se placer dans une perspective dynamique. Comme l'a souligné Albert Hirschmann (1958:5), «le développement dépend moins d'une association optimale de ressources et de facteurs de production donnés que de la mobilisation de ressources et de compétences latentes, dispersées et mal utilisées».

Le potentiel des PMA dans ce domaine est important pour plusieurs raisons.

Premièrement, le niveau de monétisation de leur économie est très bas. En 2003, la masse monétaire ne représentait que 31 % du PIB, contre près de 80 % dans les autres pays en développement (David, 2005). Cela tient non seulement aux carences du système financier (voir le chapitre 6), mais encore au fait que ces pays pratiquent encore une agriculture de subsistance, l'épargne

La faiblesse des recettes fiscales limite les dépenses publiques dans tous les PMA qui ne peuvent pas tirer de rentes de leurs ressources.

Pendant la période 2000-2003, les dépenses de consommation finale des administrations publiques des pays les moins avancés pris dans leur ensemble se sont chiffrées à 26 dollars par habitant seulement, contre 186 dollars dans les autres pays en développement.

Le fait que la capacité actuelle d'épargner et de percevoir des recettes publiques est très limitée ne signifie pas que la possibilité de mobiliser des ressources intérieures est faible.

Le niveau de monétisation de leur économie est très bas. En 2003, la masse monétaire ne représentait que 31 % du PIB, contre près de 80 % dans les autres pays en développement.

revêtant le plus souvent une forme matérielle et non financière et une partie de la production agricole étant consommée par les ménages et non monétisée. L'intensification de l'agriculture marchande et le développement de l'économie de marché dans les campagnes, joints à la mise en place d'institutions financières rurales auprès desquelles les agriculteurs puissent déposer leurs économies en toute confiance, stimuleraient beaucoup la mobilisation de l'épargne.

Deuxièmement, comme on le verra au chapitre 4, une grande partie de la main-d'œuvre des PMA est soit sous-employée, soit très peu productive car les outils et le matériel sont rudimentaires et les infrastructures médiocres. La majeure partie de la production agricole et une part importante de la production non agricole proviennent d'entreprises familiales. Lorsque la production est organisée de la sorte et que la productivité est très faible, la main-d'œuvre est souvent excédentaire. Cela ne veut pas nécessairement dire que la productivité marginale du travail est nulle ou négative ou que la main-d'œuvre est totalement pléthorique. Les travailleurs sont en surnombre en ce sens que certaines personnes reçoivent plus que le produit marginal du travail. Tel est généralement le cas quand le produit marginal du travail n'est pas suffisant pour assurer le minimum vital et quand les gains individuels sont fondés sur des normes de partage institutionnel au sein des ménages (Fei et Ranis, 1997; Ranis, 1997).

Dans les PMA l'élévation des revenus s'accompagne d'une forte propension à épargner.

L'existence d'une main-d'œuvre excédentaire signifie qu'il y a des possibilités directes de formation de capital physique dans les zones rurales, grâce à la mobilisation de cette main-d'œuvre pour des projets infrastructurels simples (Griffin, 1996; Griffin et Brenner, 2000)¹¹. Cela dit, si la population active est employée davantage et de façon plus productive, l'épargne intérieure a toutes les chances d'augmenter. L'histoire des PMA en témoigne. On constate que dans ces pays l'élévation des revenus s'accompagne d'une forte propension à épargner. Celle-ci est même plus importante que dans les autres pays en développement (voir CNUCED, 2000 : 36-37).

Troisièmement, le potentiel de mobilisation des ressources intérieures est considérable parce que le secteur des entreprises capitalistes est encore sous-développé dans la plupart des PMA – à l'inverse des entreprises familiales qui jouent un grand rôle dans le secteur privé. Cela a d'importantes conséquences car l'épargne des entreprises est un élément essentiel de l'épargne intérieure. Comme l'a fait observer W. A. Lewis au milieu des années 50, «Si les pays moins avancés épargnent aussi peu, ce n'est pas parce qu'ils sont pauvres mais parce que leur secteur capitaliste est très peu développé» (Lewis, 1955). Les pays en développement d'Asie de l'Est qui ont le mieux réussi sont parvenus à accroître leur taux d'épargne intérieure en stimulant l'épargne des entreprises (et pas simplement celle des ménages). Aux premiers stades du développement, la mobilisation de l'excédent agricole a joué un rôle important, mais ensuite la croissance des capacités productives a été essentiellement due à l'établissement d'un solide couple investissement-bénéfices, les perspectives de bénéfices incitant à investir et les bénéfices effectifs, fruit de l'investissement, devenant source de nouveaux investissements (Akyuz et Gore, 1996). Les études de la Banque Mondiale sur les conditions d'investissement montrent que cela vaut aussi pour les PMA. Les bénéfices non distribués sont à l'origine de 80 % du fonds de roulement et de 71 % des nouveaux investissements dans les entreprises manufacturières ougandaises, et de 74 % du fonds de roulement et 63 % des nouveaux investissements dans les entreprises manufacturières érythréennes (Banque mondiale, 2004, appendice 4, p. 133).

Il y a un entrepreneuriat latent qui peut être mis au service de l'expansion de l'investissement productif et de l'emploi.

Quatrièmement, le potentiel de mobilisation de ressources intérieures est élevé dans les PMA parce qu'il y a un entrepreneuriat latent qui peut être mis au service de l'expansion de l'investissement productif et de l'emploi. Cela exige à la

fois une stabilité macroéconomique et une sécurité économique à l'échelon des ménages. À l'heure actuelle, l'insécurité économique générale des ménages, jointe à la pauvreté généralisée, nuit à l'esprit d'entreprise car elle encourage une politique à courte vue et limite la prise de risques. Les complémentarités de la production, qui rendent les décisions d'investissement individuelles tributaires des décisions des autres, ainsi que la faiblesse des mécanismes de coordination qui pourraient avoir des effets d'entraînement positifs, expliquent aussi pourquoi les capacités entrepreneuriales demeurent latentes. En outre, les entreprises peuvent être tentées de mener des activités improductives (ou destructrices), quand les entrepreneurs établissent des obstacles illicites à l'entrée ou ont un comportement prédateur fondé sur une position de monopole pouvant découler de faveurs politiques (Baumol, 1990). Il s'agit non seulement d'encourager l'esprit d'entreprise, mais encore de l'orienter vers des fins productives.

Cinquièmement, la mobilisation des ressources intérieures dépend également de la façon dont les nantis (qui ne sont pas légion) utilisent leur fortune. Cela peut beaucoup influencer sur le couple épargne-investissement. Si leur épargne est consacrée à des investissements productifs dans le pays, l'accumulation intérieure de capital s'en trouvera grandement stimulée¹². De nombreuses personnes hautement qualifiées ont également émigré dans d'autres pays pour y travailler, et le rapatriement de leur argent permettrait aussi de mobiliser des ressources.

Bref, la faiblesse des ressources financières est due en partie à la faiblesse des revenus, mais elle est également imputable au manque de possibilités d'investissement productif et au manque d'incitations à investir. Si l'investissement augmente, il deviendra possible de mobiliser davantage de ressources intérieures grâce à une monétisation accrue de l'économie, à l'emploi de la main-d'œuvre excédentaire, au financement de l'investissement non plus par les ménages mais par les entreprises, à l'éveil de l'esprit d'entreprise qui est latent en raison de l'insécurité économique générale et des carences des mécanismes de coordination censés assurer la complémentarité de la production, au passage d'un entrepreneuriat improductif à un entrepreneuriat productif et à une affectation croissante des ressources de la petite élite riche à des investissements productifs à l'intérieur des PMA. Quand on compare les différents taux d'épargne et d'investissement des PMA classés d'après leur croissance économique effective, on voit que ce potentiel n'est pas imaginaire. Certains d'entre eux ont réussi à accroître nettement l'épargne et l'investissement intérieurs, avec un effet d'entraînement positif (voir l'encadré 10).

F. Apports de ressources extérieures et accumulation intérieure de capital

Il sera certainement difficile de réaliser ce potentiel vu l'extrême pauvreté et l'insécurité économique qui règnent dans les PMA. Dans ces conditions, le financement extérieur peut jouer un important rôle catalyseur et déclencher une dynamique de mobilisation des ressources intérieures – l'élargissement des possibilités d'investissement stimulant l'épargne qui finance à son tour de nouveaux investissements. L'APD et l'IED sont tous deux importants: ces apports peuvent financer directement l'investissement et aussi, comme on le verra au chapitre 7, jouer un grand rôle dans l'assouplissement des contraintes que la balance des paiements impose à la croissance économique. Mais, dans la pratique, divers problèmes font qu'ils ne jouent généralement pas le rôle catalyseur qui pourrait être le leur dans l'accumulation intérieure de capital.

La faiblesse des ressources financières est due en partie à la faiblesse des revenus, mais elle est également imputable au manque de possibilités d'investissement productif et au manque d'incitations à investir.

Le financement extérieur peut jouer un important rôle catalyseur et déclencher une dynamique de mobilisation des ressources intérieures.

ENCADRÉ 10. CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET ACCUMULATION DE CAPITAL: DIFFÉRENCES ENTRE LES PMA

Il existe de grandes différences entre les PMA en matière d'accumulation de capital. Celles-ci sont étroitement liées aux différences de croissance effective examinées plus haut. Afin de mieux cerner cette relation, l'évolution de l'épargne, de l'investissement et des flux de ressources étrangères a été examinée dans les trois groupes de PMA définis dans le corps du texte en fonction de leur croissance à long terme, à savoir: les économies convergentes, les économies à faible croissance et les économies en régression. Les PMA exportateurs de pétrole (Angola, Guinée équatoriale, Soudan et Yémen) et les PMA insulaires ont été retirés de l'échantillon car ils constituent des cas particuliers.

Les pays de l'échantillon¹ pour lesquels des données étaient disponibles étaient donc les suivants:

- Économies convergentes: Bangladesh, Bhoutan, Mozambique, Népal et Ouganda;
- Économies à faible croissance: Bénin, Burkina Faso, Ethiopie, Malawi, Mali, Mauritanie, Sénégal et Tchad;
- Économies en régression: Burundi, Gambie, Guinée-Bissau, Haïti, Madagascar, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sierra Leone, Togo et Zambie.

Il existe de grandes différences entre ces trois groupes de pays pour ce qui est du taux de formation du capital physique et du financement de cette dernière. Au début des années 80, l'écart entre les taux d'investissement de ces trois

TABLEAU 4 DE L'ENCADRÉ. RESSOURCES DISPONIBLES ET INVESTISSEMENT EN POURCENTAGE DU PIB DANS LES PMA ET DANS LES SOUS-GROUPES DE PMA CLASSÉS EN FONCTION DE L'ÉVOLUTION DE LEUR CROISSANCE, 1980-1984, 1989-1993 ET 1999-2003
(En pourcentage du PIB)

	Formation brute de capital			Épargne intérieure brute			Dons d'APD			Investissements étrangers directs		
	1980-1984	1989-1993	1999-2003	1980-1984	1989-1993	1999-2003	1980-1984	1989-1993	1999-2003	1980-1984	1989-1993	1999-2003
Économies convergentes												
Bangladesh	16,6	17,2	23,0	6,3	11,2	17,5	3,7	2,7	1,2	0,0	0,0	0,3
Bhoutan	37,4	37,7	48,7	8,0	26,1	26,9	2,7	10,9	5,9	0,0	0,2	0,0
Mozambique	10,3	23,4	32,6	-5,9	-7,0	12,8	3,2	32,1	22,5	0,0	0,8	7,7
Népal	18,3	20,6	23,8	10,0	9,8	14,2	2,9	4,2	3,3	0,0	0,0	0,0
Ouganda	7,6	13,6	19,7	2,6	0,8	6,7	3,4	7,1	7,5	0,0	0,3	2,8
Économies à faible croissance												
Bénin	17,8	14,1	18,3	-2,8	1,2	5,5	2,5	7,4	5,2	0,1	3,6	1,8
Burkina Faso	15,7	18,6	20,1	-5,9	5,5	5,4	5,4	6,8	7,3	0,1	0,1	0,4
Éthiopie	13,6	11,5	18,3	6,5	4,7	1,9	2,6	7,6	8,8	0,0	0,0	1,1
Malawi	19,9	20,4	9,3	13,5	7,3	-4,8	3,9	12,5	13,7	0,8	0,1	1,5
Mali	14,6	22,2	22,4	-0,6	5,8	15,3	7,0	7,9	7,4	0,3	0,0	3,8
Mauritanie	28,4	19,2	32,9	-4,2	7,1	8,7	8,8	11,9	17,3	1,7	0,7	9,4
Sénégal	12,4	13,3	19,2	-3,6	8,2	9,4	3,6	6,6	4,4	0,6	0,4	1,7
Tchad	3,3	9,5	42,1	-3,2	-5,1	18,8	6,4	7,2	4,6	0,2	0,6	26,7
Économies en régression												
Burundi	17,4	15,3	9,7	3,0	-3,2	-2,5	4,5	10,8	16,7	0,4	0,1	0,4
Gambie	22,6	21,6	18,4	5,4	8,8	12,0	12,2	13,8	4,3	0,2	2,6	11,4
Guinée-Bissau	28,3	35,5	13,3	-1,9	3,6	-7,9	23,3	19,8	25,6	0,3	1,2	1,2
Haïti	16,9	12,0	27,2	6,2	3,5	4,5	2,6	4,0	2,5	0,5	0,0	0,3
Madagascar	10,6	12,3	16,3	0,5	3,8	9,2	1,3	7,9	3,8	0,1	0,6	1,2
Niger	18,4	8,6	12,6	7,6	4,1	4,5	4,1	9,6	7,3	0,7	0,7	0,7
Rép. centrafricaine	9,1	11,7	14,6	-3,4	1,1	10,5	6,7	6,1	5,2	0,8	-0,3	0,4
Rép. dém. du Congo	9,6	7,3	6,9	8,4	7,1	5,6	0,7	2,7	22,7	-0,1	0,0	1,6
Rwanda	15,3	14,8	18,4	4,9	3,3	1,3	5,0	7,4	11,1	1,2	0,3	0,3
Sierra Leone	15,1	8,7	7,9	4,1	9,6	-10,3	1,9	7,9	22,6	0,0	1,3	1,5
Togo	22,6	17,2	17,7	17,6	7,9	1,8	2,5	5,8	2,5	1,4	0,3	3,0
Zambie	17,9	13,1	21,4	12,8	7,4	12,9	2,1	14,0	11,0	0,6	4,4	3,0
PMA	16,8	16,8	20,6	3,4	5,3	7,2	4,9	9,4	9,8	0,4	0,7	3,3
Économies convergentes	18,0	22,5	29,6	4,2	8,2	15,6	3,2	11,4	8,1	0,0	0,3	2,2
Économies à faible croissance	15,7	16,1	22,8	0,0	4,3	7,5	5,0	8,5	8,6	0,5	0,7	5,8
Économies en régression	17,0	14,8	15,4	5,4	4,7	3,5	5,6	9,1	11,3	0,5	0,9	2,1

Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde et Global Development Finance*, données en ligne, mai 2005.

Note : Les moyennes de groupes sont des moyennes simples.

Encadré 10 (suite)

groupes de pays était moins grand. Dans les économies convergentes, la formation brute de capital constituait 18 % du PIB contre 16 % dans les économies à faible croissance et 17 % dans les économies en régression. Toutefois, dans les premiers pays, le taux d'investissement avait augmenté pour atteindre 23 % pendant la période 1989-1993 et 30 % pendant la période 1999-2003. Par contre, le taux d'investissement moyen dans les économies en régression a diminué pour atteindre 17 % en 1980-1984 et 15 % en 1999-2003. Le taux d'investissement a augmenté entre 1980-1984 et 1999-2003 dans toutes les économies convergentes, mais ils ont diminué dans 7 des 12 économies en régression.

Parallèlement à la hausse de l'investissement dans les économies convergentes, l'épargne intérieure brute a augmenté : elle atteignait 4 % du PIB en 1980-1984, 8 % en 1989-1993 et 16 % en 1999-2003. Par contre, le taux d'épargne, qui était initialement plus élevé dans les économies en régression que dans les économies convergentes, a diminué : il est passé de 6 % au début des années 80 à 4 % du PIB en 1999-2003.

Les économies à faible croissance se situent entre ces deux tendances. La formation brute de capital en pourcentage du PIB ne varie pas dans les années 80, mais augmente entre 1989-1993 (16 %) et 1999-2003 (23 %). Elle est supérieure de six points de pourcentage à la moyenne des économies en régression, mais inférieure de sept points de pourcentage à la moyenne des économies convergentes. Le taux d'épargne intérieur ne baisse pas dans les économies à faible croissance alors qu'il diminue en moyenne dans les économies en régression. Toutefois, la croissance de l'investissement dans les années 90 ne va pas de pair avec une forte hausse du ratio d'épargne intérieur, contrairement à ce qui s'est passé dans les économies convergentes. Ce ratio passe de 0 % en 1980-1984 à 4 % en 1989-1993 et 8 % en 1999-2003.

Même si l'épargne intérieure a fortement augmenté dans les économies convergentes, les ressources extérieures jouent encore un rôle important dans leur processus d'investissement. L'écart entre l'épargne et l'investissement intérieurs était de 14 % environ du PIB pendant chacune des trois périodes considérées. Par contre, l'écart entre l'épargne et l'investissement intérieurs est plus réduit (10 à 12 % du PIB) dans les économies en régression. Une fois encore, les économies à faible croissance sont dans une position intermédiaire. Leur dépendance à l'égard des ressources extérieures, telle que mesurée par l'écart entre l'épargne et l'investissement, a quelque peu diminué entre 1980-1984 et 1989-1993, mais a augmenté par la suite. Toutefois, la hausse de la formation brute de capital en pourcentage du PIB enregistrée entre 1989-1993 et 1999-2003 provient d'une augmentation des ressources extérieures et non du taux d'épargne intérieur.

Il était aussi possible de comparer l'évolution de l'IED et des dons d'APD en pourcentage du PIB dans ces pays. Il en ressort que pendant la période 1999-2003, l'IED a augmenté sa contribution à la formation brute de capital dans tous les groupes de pays alors que son rôle était négligeable dans les deux périodes antérieures. C'est dans les pays à faible croissance économique que sa part était la plus importante en pourcentage du PIB. En moyenne, plus de 75 % de la hausse du taux de formation de capital dans ces pays peuvent être attribués à une croissance des flux d'IED. Pour ce qui est des dons, pendant les années 80, les dons en pourcentage du PIB ont fortement augmenté dans les trois groupes de pays. Toutefois, leur part a ensuite diminué dans le groupe des économies convergentes alors qu'elle augmente à la fois dans les économies à faible croissance et les économies en régression, bien que le rythme de progression se soit ralenti.

Ces résultats montrent que les PMA peuvent accroître l'accumulation intérieure de capital grâce à l'effet conjugué d'une mobilisation accrue des ressources intérieures et à une hausse des ressources extérieures.

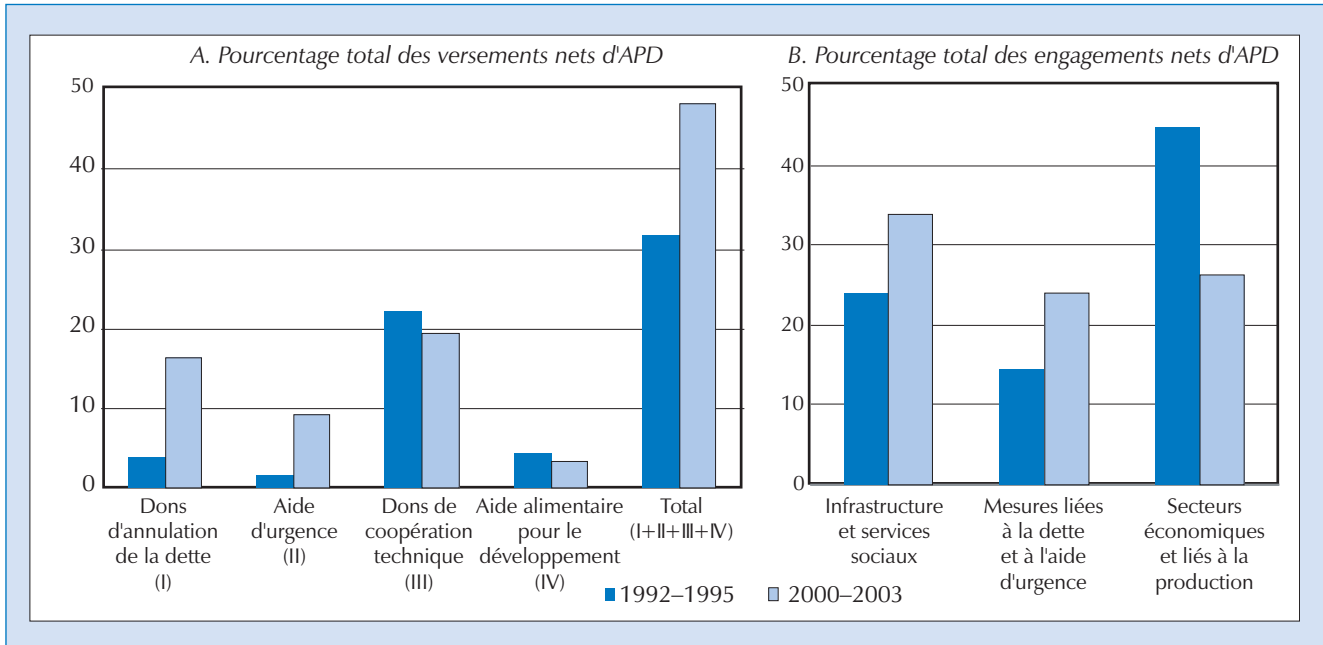
1. L'APD ET LES PROCESSUS INTÉRIEURS D'ACCUMULATION ET DE BUDGETISATION

L'APD est particulièrement importante. En 2000-2003, 67 % du montant total des flux nets de ressources à destination des PMA en tant que groupe provenaient de sources publiques contre 4 % pour les autres pays en développement¹³. Toutefois, l'un des problèmes que rencontre le processus de formation de capital dans les PMA est que certaines caractéristiques des conditions fixées à l'octroi de l'aide entravent la forte relation positive qui existe entre les flux d'APD et les processus intérieurs d'accumulation de capital.

Premièrement, depuis le début des années 90, une proportion croissante de l'aide aux PMA a été fournie sous des formes qui ne permettent pas de financer directement la formation de capital. En 2000-2003, près de la moitié du total des versements nets d'APD aux PMA sont allés à l'allègement de la dette, à

L'APD est particulièrement importante. En 2000-2003, 67 % du montant total des flux nets de ressources à destination des PMA en tant que groupe provenaient de sources publiques contre 4 % pour les autres pays en développement.

GRAPHIQUE 17. COMPOSITION DES ENGAGEMENTS D'APD DE L'ENSEMBLE DES DONATEURS EN FAVEUR DES PMA, 1992-1995 ET 2000-2003



Source: Calculs d'après OCDE/CAD, *International Aid Statistics*, données en ligne.

Notes: L'ensemble des donateurs comprend les donateurs bilatéraux (pays donateurs membres et non membres du CAD) et les donateurs multilatéraux.

La catégorie « Infrastructure et services sociaux » comprend les domaines suivants: éducation, santé, programmes démographiques, approvisionnement en eau et assainissement, administration publique et société civile, autres éléments d'infrastructure et services sociaux.

La catégorie « secteurs économiques et liés à la production » comprend les domaines suivants: secteurs de production (agriculture, industrie, extraction minière, construction, commerce, tourisme et activités multisectorielles), infrastructure économique, transports et stockage, communications, énergie, services bancaires et financiers.

l'aide d'urgence, à la coopération technique et à l'aide alimentaire pour le développement, contre un tiers en 1992-1995 (graphique 17A)¹⁴.

Les engagements d'APD en faveur des PMA alloués à l'infrastructure économique et aux secteurs liés à la production ont baissé pour représenter 26 % des engagements totaux de l'ensemble des donateurs en faveur des PMA contre 45% en 1992-1995.

Deuxièmement, une répartition sectorielle montre que la part des engagements d'APD en faveur des PMA alloués à l'infrastructure économique et aux secteurs liés à la production a diminué de façon considérable. Entre 1992-1995 et 2000-2003, les engagements d'APD susmentionnés, tels que définis dans le graphique 17B, ont baissé pour représenter 26 % des engagements totaux de l'ensemble des donateurs en faveur des PMA contre 45% en 1992-1995. Les engagements d'aide aux secteurs de production (agriculture, industrie, extraction minière, construction, commerce et tourisme) n'ont constitué que 6,8 % des engagements totaux d'aide de l'ensemble des donateurs pendant la période 2000-2003. Les engagements d'APD aux services bancaires et financiers n'ont représenté que 1 % des engagements totaux d'aide en 2000-2003.

Troisièmement, l'impact positif des flux d'aide sur la marge de manœuvre budgétaire des gouvernements a été réduit par certaines caractéristiques de l'aide fournie¹⁵. Ces caractéristiques, qui sont examinées en détail dans le Rapport 2002 (chapitre 5), sont les suivantes :

- *L'imprévisibilité et l'instabilité de l'aide.* Une analyse sur le long terme des flux d'aide à destination des PMA montre que, pendant la période 1970-1998, l'aide extérieure a été beaucoup plus instable que les recettes d'exportation, elles-mêmes extrêmement instables; il n'y a guère de corrélation entre les variations de l'aide et les variations des recettes

publiques et des recettes d'exportation; et les variations de l'aide extérieure n'ont pas compensé les autres chocs. En conséquence, l'instabilité des flux d'aide a contribué à l'instabilité macroéconomique (CNUCED, 2000: 181).

- *L'absence de coordination du système d'aide et le faible degré d'intégration de ce système dans les structures économiques et administratives locales*, ce qui a fortement affaibli les capacités de l'État, comme en témoignent notamment les frais de transaction élevés découlant de la multiplicité des donateurs et la fuite interne des cerveaux du secteur public vers les projets financés par les donateurs¹⁶. Ce phénomène a été aggravé par la réduction de la masse salariale du secteur public, qui a rogné la valeur réelle des salaires publics, et par la création de structures parallèles de gestion pour les projets financés par les donateurs. Il a donné lieu à un cercle vicieux dans lequel plus les capacités administratives de l'État s'affaiblissaient, plus les donateurs avaient besoin de structures parallèles pour mener à bien leurs projets.
- *Les restrictions budgétaires sur les dépenses courantes*. Elles se sont traduites par l'imposition de conditions ayant trait au niveau des dépenses publiques courantes ainsi que par la hausse des dépenses de capital liées à des projets d'aide qui créent des besoins de financement futurs que les dépenses courantes doivent satisfaire. L'augmentation des paiements au titre du service de la dette contractée sous forme de prêts d'aide est un aspect de ce problème.

Les DSRP s'efforcent de surmonter ces problèmes en liant l'aide aux stratégies nationales de développement. La tendance à fournir davantage d'aide sous forme de soutien budgétaire, ainsi que l'allègement de la dette dans les PMA-PPTE, a aussi réduit la contrainte budgétaire. Toutefois, les progrès enregistrés concernant l'évolution du comportement des donateurs au niveau des pays ont été inférieurs aux attentes (voir, par exemple, Driscoll et Evans, 2004; Département de l'évaluation des opérations de la Banque mondiale, 2004; Banque mondiale/FMI 2005: 37-41). En outre, si cette évolution a peut-être contribué à améliorer quelque peu la fourniture de l'aide, elle a biaisé la manière dont l'APD appuie la formation de capital.

Il s'agit de la quatrième question clef qui se pose dans le cadre de la relation entre l'aide et les processus intérieurs d'accumulation et d'établissement du budget. Le processus des DSRP semble accorder une plus grande attention à la réduction directe qu'à la réduction indirecte de la pauvreté par le biais du développement des capacités productives. Depuis 2002, il met davantage l'accent sur la croissance économique (CNUCED, 2004: chapitre 7). Néanmoins, des problèmes profonds demeurent concernant la manière dont les secteurs sociaux et les secteurs productifs sont intégrés dans les DSRP. Comme l'ont constaté Driscoll et Evans (2004):

- « La plupart des stratégies de réduction de la pauvreté doivent encore aboutir à une stratégie pleinement intégrée dans laquelle la qualité des projets sociaux doit être comparable à celle des projets relatifs aux secteurs productifs. ».
- « Les processus directifs fondamentaux des secteurs productifs sont souvent particulièrement faibles ... L'accent que la stratégie de réduction de la pauvreté met sur les objectifs des dépenses nationales ou sectorielles centralisées tend à limiter les préoccupations à la mobilisation d'un appui à la mise en place d'un environnement local propice ou à la fourniture de services – dans des domaines tels que la vulgarisation et la technologie – aux producteurs ruraux ou aux producteurs du secteur informel. ».

Le processus des DSRP semble accorder une plus grande attention à la réduction directe qu'à la réduction indirecte de la pauvreté par le biais du développement des capacités productives.

- « Priés de démontrer des résultats, de nombreux donateurs ont préféré atteindre rapidement des objectifs en matière de dépenses sociales plutôt que de s'efforcer de remédier à la faiblesse des travaux analytiques sur une croissance favorable aux pauvres, et de soutenir des mesures publiques à plus long terme visant à aboutir à une telle croissance. » (p. 7 et 8).

À l'heure actuelle, l'accent est davantage mis sur la nécessité d'ancrer la stratégie de réduction de la pauvreté dans la vision à long terme du développement de chaque pays et de lier les objectifs à des mesures publiques claires qui visent à les atteindre (Banque mondiale/FMI, 2005). Toutefois, la réorientation en faveur des objectifs sociaux par rapport à la production et à l'emploi a peut-être été accentuée par la prédominance des objectifs sociaux et la position marginale de l'emploi dans les objectifs de développement du Millénaire.

Un autre aspect important du modèle de développement qui sous-tend les stratégies de réduction de la pauvreté est la façon dont la croissance économique est censée être promue. Essentiellement, on s'attend à ce que cela soit par le biais du renforcement des réformes économiques. Les réformes de la deuxième génération accordent davantage d'attention aux questions de gouvernance et aux conditions d'investissement, et s'efforcent d'engager des dépenses publiques plus efficaces et plus favorables aux pauvres. Il reste toutefois à voir si ces réformes parviendront à remédier aux contraintes structurelles qui pèsent sur la plupart des PMA et à appuyer le développement des capacités productives, qui est indispensable au maintien de taux de croissance économique élevés et durables.

Il est admis que l'une des faiblesses des réformes de la première génération était de n'avoir pas accru les taux d'épargne et d'investissement intérieurs de manière suffisante (Banque mondiale, 2005; Griffin, 2005). C'est la raison pour laquelle on met désormais l'accent sur l'amélioration des conditions d'investissement. Toutefois, on a actuellement tendance à réduire la notion de conditions d'investissement de deux manières: premièrement, en la ramenant aux politiques et réglementations publiques qui conditionnent directement les possibilités et les incitations des sociétés (plutôt que les entreprises en général) et, deuxièmement, en associant le retrait de l'État à de meilleures conditions d'investissement. Réduire ainsi la notion de conditions d'investissement en diminue sérieusement l'intérêt pour l'analyse et la formulation d'orientations. Il est clair que l'amélioration des conditions d'investissement joue un rôle central dans les pays en développement qui ont obtenu des résultats satisfaisants. Toutefois, les bonnes conditions d'investissement que ces pays ont réussi à instaurer n'étaient pas liées à un retrait de l'État; elles étaient plutôt le résultat de mesures publiques qui reconnaissaient l'hétérogénéité des capacités entrepreneuriales et s'employaient activement à renforcer ces capacités, tout en appuyant la transformation progressive des structures de production. Elles allaient aussi de pair avec un cadre macroéconomique dont l'objectif n'était pas simplement la stabilisation, mais aussi la promotion d'une accumulation rapide de capital par le biais d'incitations à l'investissement.

La dernière question qui revêt aussi un intérêt croissant porte sur les conditions relatives à la bonne gouvernance qui peuvent être liées à l'aide (Hoppenbrouwer, 2005). L'efficacité de l'administration publique joue un rôle essentiel dans le développement des capacités productives. Mais il est possible que les conditions relatives à la gouvernance qui doivent être remplies pour bénéficier de l'aide réduisent l'efficacité de cette aide. Cela peut être le cas si la définition de la bonne gouvernance assigne un certain rôle aux pouvoirs publics dans la gestion de l'économie au lieu de préciser des normes de compétence

La réorientation en faveur des objectifs sociaux par rapport à la production et à l'emploi a peut-être été accentuée par la prédominance des objectifs sociaux et la position marginale de l'emploi dans les objectifs de développement du Millénaire.

L'une des faiblesses des réformes de la première génération était de n'avoir pas accru les taux d'épargne et d'investissement intérieurs de manière suffisante. C'est la raison pour laquelle on met désormais l'accent sur l'amélioration des conditions d'investissement.

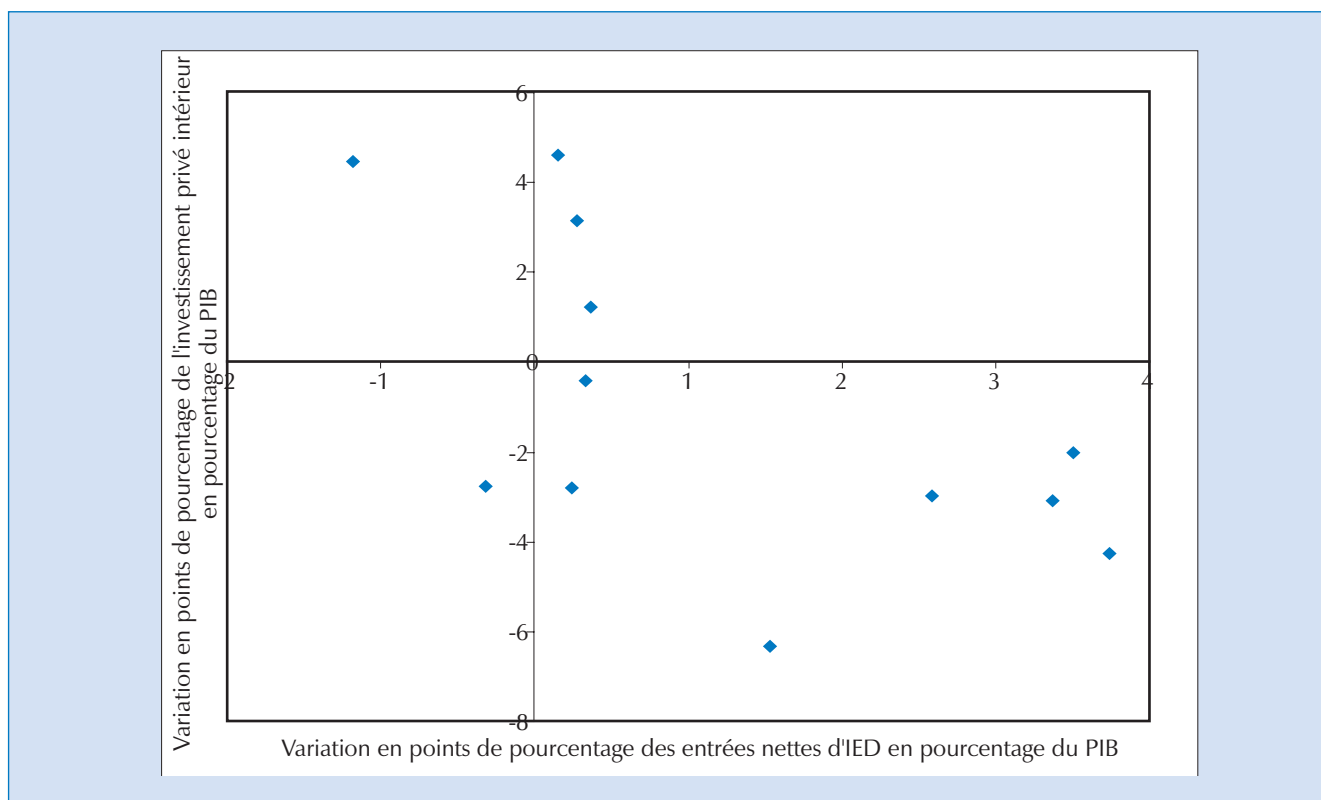
bureaucratique et de capacité administrative. La première approche pose problème car elle risque d'assigner aux pouvoirs publics un rôle qui ne leur convient pas dans certains pays et à certaines étapes du processus de développement. En fin de compte, une bonne gouvernance ne sera possible que si les finances publiques sont suffisamment solides pour que les dépenses voulues soient consacrées à l'administration et au maintien de l'ordre et pour que les services d'un État moderne puissent être fournis. D'où la nécessité d'un développement des capacités productives pour renforcer les sources de revenus de l'économie nationale.

2. L'IED ET L'ACCUMULATION INTÉRIEURE DE CAPITAUX PRIVÉS

L'autre forme notable de financement extérieur qui revêt une importance pour les PMA est l'IED. L'impact de l'IED sur la formation intérieure de capital est tout aussi complexe que les liens entre l'aide et cette dernière. Il faut tenir compte du fait que l'IED axé sur l'exportation peut avoir des effets différents de ceux de l'IED qui s'efforce de répondre à la demande intérieure, et que l'IED axé sur l'exportation de ressources naturelles peut ne pas avoir le même impact que l'IED dans les activités manufacturières et les services. Comme pour l'aide, l'efficacité de l'IED dépend aussi des politiques nationales qui intègrent ce facteur dans les processus intérieurs de développement. Enfin, force est de reconnaître que la définition de l'IED comprend à la fois les investissements de création de capacités et l'acquisition d'actifs existants par le biais de prises de contrôle. Cela rend d'autant plus difficile l'analyse précise de la relation entre l'IED et la formation intérieure de capital.

Une bonne gouvernance passe par le développement des capacités productives pour renforcer les sources de revenus de l'économie nationale.

GRAPHIQUE 18. ÉVOLUTION DES ENTRÉES NETTES D'IED ET DE L'INVESTISSEMENT PRIVÉ INTÉRIEUR EN POURCENTAGE DU PIB DANS CERTAINS PMA ENTRE 1990-1995 ET 1995-2000
(Variation en points de pourcentage)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après des données de la Banque mondiale (communication directe) et de la base de données de la CNUCED sur l'IED et les STN.

Les études empiriques montrent qu'il existe souvent une relation forte entre l'IED et l'investissement intérieur, mais que le premier évince le second aussi fréquemment qu'il l'attire (Agosin et Mayer, 2000; Kumar et Pradhan, 2002; Ghose, 2004). Le graphique 18 illustre les variations de l'IED et de la formation intérieure de capital fixe privé entre la première et la deuxième moitié des années 90 dans les 12 PMA pour lesquels des données ont pu être obtenues. Il en ressort, comme il a été noté plus haut dans le chapitre, que la part de l'IED dans le PIB a augmenté dans 10 de ces pays. Toutefois, dans les cinq pays où le ratio IED/PIB a progressé de plus d'un point de pourcentage entre la première moitié et la deuxième moitié des années 90, le ratio investissement privé intérieur/PIB a baissé de deux points de pourcentage au moins. Dans trois pays seulement, le ratio IED/PIB a augmenté parallèlement au ratio investissement intérieur privé/PIB.

Il est difficile d'expliquer précisément ces tendances et l'échantillon des pays est limité. Toutefois, les données laissent penser que l'investissement étranger n'a pas eu des effets d'entraînement positifs suffisamment forts pour stimuler la hausse de l'investissement intérieur privé. Comme il est démontré dans le précédent rapport sur les PMA, la croissance fondée sur les exportations de pétrole, de minéraux ou d'articles manufacturés produits dans des zones franches, qui, dans tous les cas, est fortement tributaire de l'IED, a souvent été une enclave isolée au sein de l'économie nationale. L'élaboration de mesures qui peuvent favoriser l'établissement de liens positifs entre l'IED et le secteur privé local constitue un enjeu important.

L'élaboration de mesures qui peuvent favoriser l'établissement de liens positifs entre l'IED et le secteur privé local constitue un enjeu important.

G. Conclusions

Lorsque l'on examine la question du développement des capacités productives des pays les moins avancés, il faut tenir compte de manière équilibrée des contraintes et des atouts qui caractérisent la situation actuelle. Si l'on se concentre sur les contraintes multiples et étroitement liées, on peut être submergé par le pessimisme et le poids écrasant de la dépendance à l'égard de l'aide extérieure. Toutefois, dans la pratique, il existe des possibilités importantes de croissance économique rapide et de réduction notable de la pauvreté si ces contraintes peuvent être surmontées de manière systématique. En outre, il existe des ressources productives et des capacités entrepreneuriales cachées et sous-utilisées qui peuvent soutenir le développement des capacités productives de l'intérieur.

Le présent chapitre montre quel pourrait être le rythme de croissance des PMA si leur main-d'œuvre était pleinement employée et si diverses sources potentielles de hausse de la productivité du travail, qui existent dans tous les pays très pauvres, étaient exploitées. D'après notre analyse, un taux de croissance supérieur à 7 % – objectif qui fait partie intégrante du Programme d'action de Bruxelles en faveur des PMA – est réalisable. Mais cela passe par un processus de rattrapage rapide de la croissance caractérisé non seulement par le développement des capacités productives, mais aussi par leur utilisation pleine et efficace. En particulier, les conditions à remplir sont le plein emploi de la main-d'œuvre, l'accumulation plus rapide de capital humain, l'acquisition et l'assimilation accélérées des technologies déjà utilisées dans d'autres pays et des changements structurels permettant d'accroître les rendements d'échelle.

La hausse de l'investissement joue un rôle essentiel dans la réalisation des taux de croissance potentiels du PIB dans les PMA. Elle rendra possible le progrès technologique et les changements structurels et permettra de développer les

D'après notre analyse, un taux de croissance supérieur à 7 % – objectif qui fait partie intégrante du Programme d'action de Bruxelles en faveur des PMA – est réalisable si les contraintes peuvent être surmontées de manière systématique.

capacités productives. Malgré des améliorations dans les années 90, la formation de capital ne représentait encore que 22 % du PIB dans les PMA en tant que groupe pendant la période 1999-2003 et l'investissement privé intérieur était particulièrement faible. La formation de capital dans les PMA est très en dessous du taux que l'on estime nécessaire non seulement pour un rattrapage rapide (35 % du PIB), mais aussi pour un rattrapage lent – dans lequel l'acquisition de technologies se fait plus lentement que dans le premier cas de figure. Un autre motif de préoccupation est que, dans les années 90, le taux effectif de la formation de capital humain dans les PMA était inférieur à celui des autres pays en développement. Le nombre moyen d'années de scolarisation de la population adulte de ces pays était de trois ans en 2000, ce qui correspondait aux résultats enregistrés dans les autres pays en développement en 1960. Le pourcentage d'élèves du secondaire recevant un enseignement technique et professionnel et celui des étudiants de l'enseignement supérieur suivant une formation d'ingénieur est beaucoup plus faible en moyenne dans les PMA que dans les autres pays en développement. La fuite des cerveaux s'aggrave aussi dans de nombreux PMA. En 2000, un cinquième des «travailleurs hautement qualifiés» – ayant suivi un enseignement supérieur, soit 13 ans de scolarisation ou plus – des PMA travaillait dans des pays de l'OCDE.

Les taux insuffisants de formation de capital physique et humain illustrent des faiblesses dans la mobilisation intérieure de ressources pour financer la formation de capital ainsi que dans la manière dont les entrées de capitaux extérieurs appuient le processus intérieur d'accumulation de capital. L'épargne intérieure brute a augmenté pour atteindre 13,6 % du PIB en 1999-2003. Toutefois, ce taux ne permet pas d'atteindre le taux d'investissement nécessaire au processus de rattrapage susmentionné sans entrée de capitaux extérieurs, et rend même impossible toute croissance du PIB par habitant supérieure à zéro. Les estimations de l'épargne véritable, qui tiennent compte de la dépréciation du capital et de l'épuisement des ressources naturelles, indiquent aussi que, sans les dons d'APD, le taux d'épargne était négatif pendant toute la période 1991-2003, et que le taux d'épargne véritable, sans les dons d'APD, diminuait aussi. Les recettes et dépenses publiques sont elles aussi faibles, en particulier dans les pays qui n'ont pas accès à des rentes d'exploitation de ressources minières. En 2000-2003, les dépenses publiques de consommation finale des PMA s'élevaient à 26 dollars par habitant contre 186 dollars dans les autres pays en développement.

La pauvreté généralisée implique que la capacité actuelle des PMA d'épargner et d'engranger des recettes publiques est considérablement limitée. Toutefois, cela ne veut pas dire que les possibilités de mobilisation intérieure de ressources sont faibles. Dans la pratique, c'est même l'inverse qui est vrai car le sous-développement des PMA a pour corollaire l'existence de ressources cachées et sous-utilisées. La hausse de l'investissement accroîtrait de manière considérable les possibilités de mobilisation intérieure des ressources grâce à la monétisation accrue de l'économie, à l'utilisation de la main-d'œuvre excédentaire, au financement de l'investissement par les entreprises au lieu des ménages, à la mobilisation de l'entrepreneuriat latent et à la transformation de l'entrepreneuriat improductif en entrepreneuriat productif, ainsi qu'à l'utilisation croissante des ressources dont la minorité des riches dispose pour l'investissement productif dans les PMA. La comparaison de l'évolution contrastée des taux d'investissement et d'épargne des PMA classés en fonction de leur croissance montre que certains d'entre eux ont considérablement augmenté leur épargne et leur investissement intérieurs dans le cadre d'un cercle vertueux.

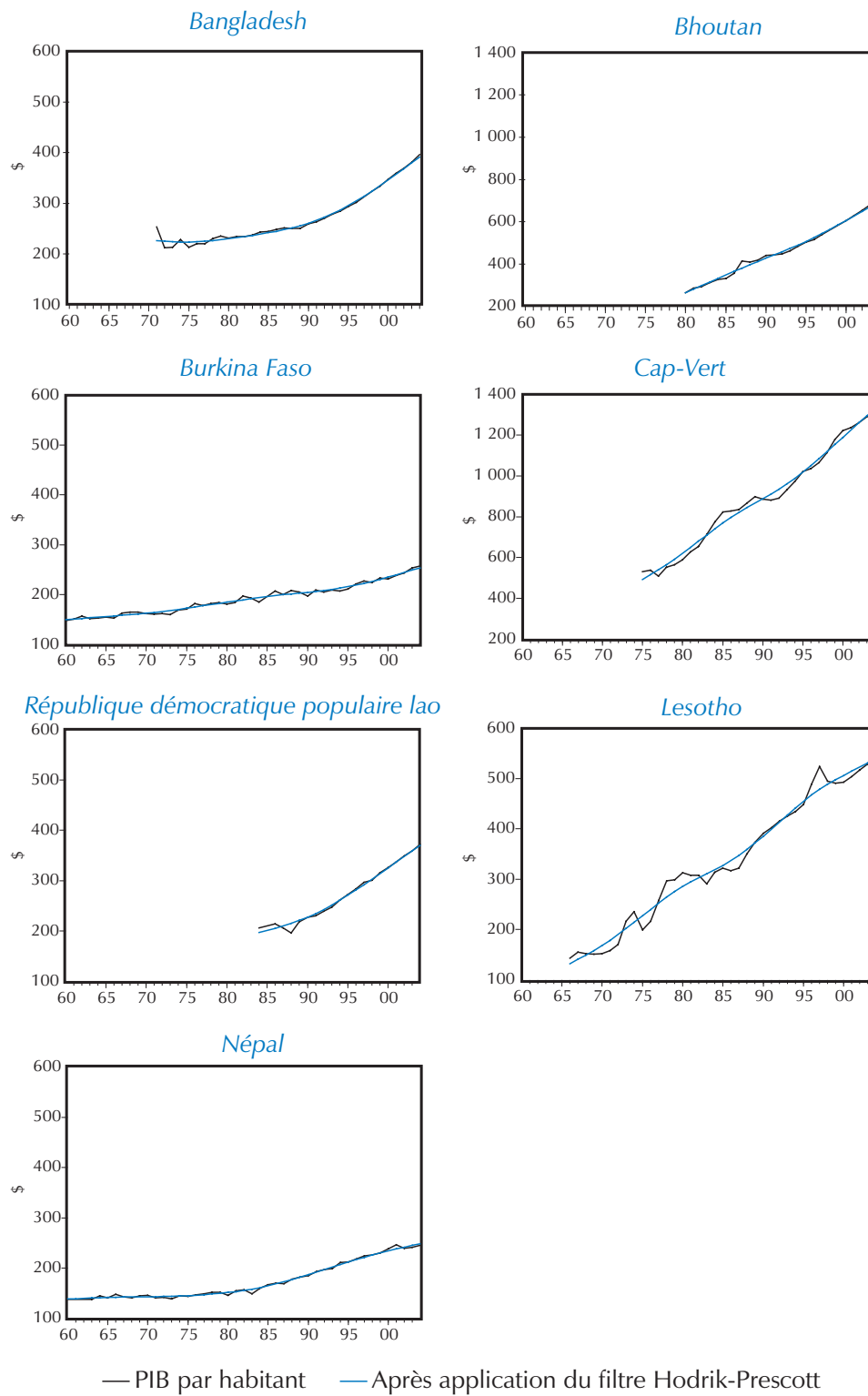
Les entrées de capitaux extérieurs peuvent jouer un rôle important de catalyseur pour enclencher et entretenir un cercle vertueux de mobilisation des ressources intérieures dans lequel l'accroissement des possibilités

L'accélération récente de la croissance dans ces pays ne sera durable que si les flux d'APD contribuent à accroître l'épargne et l'investissement intérieurs et donc à réduire la dépendance à l'égard de l'aide. La hausse récente de l'aide aux PMA devrait être associée à des politiques qui favorisent la croissance économique en développant expressément les capacités productives.

d'investissement rentable entraîne une augmentation de l'épargne, laquelle finance des investissements accrus. L'heure est particulièrement propice car, depuis 2000, la forte baisse de l'APD aux PMA qui a caractérisé les années 90 s'est inversée, et les entrées d'IED dans ces pays, bien que géographiquement concentrées, augmentent aussi. Toutefois, d'après le peu d'éléments disponibles, il semble que les entrées d'IED n'attirent pas l'investissement privé intérieur. En outre, diverses caractéristiques du régime actuel de l'aide font que l'APD ne favorise pas la mobilisation des ressources intérieures et l'accumulation intérieure de capital. Elles ont trait à la composition de l'aide, qui ne privilégie pas la formation de capital physique et les secteurs productifs; à la prédominance accordée aux secteurs sociaux par rapport à la production et à l'emploi dans les DSRP; et aux conditions qui assignent aux pouvoirs publics un rôle dans la gestion de l'économie qui n'est pas forcément adapté aux faiblesses structurelles et à l'hétérogénéité des entreprises des PMA. L'accélération récente de la croissance dans ces pays ne sera durable que si les flux d'APD contribuent à accroître l'épargne et l'investissement intérieurs et donc à réduire la dépendance à l'égard de l'aide. La hausse récente de l'aide aux PMA devrait être associée à des politiques qui favorisent la croissance économique en développant expressément les capacités productives.

ANNEXE GRAPHIQUE 1. ÉVOLUTION À LONG-TERME DU PIB PAR HABITANT DANS LES PMA
(En dollars constants de 2000)

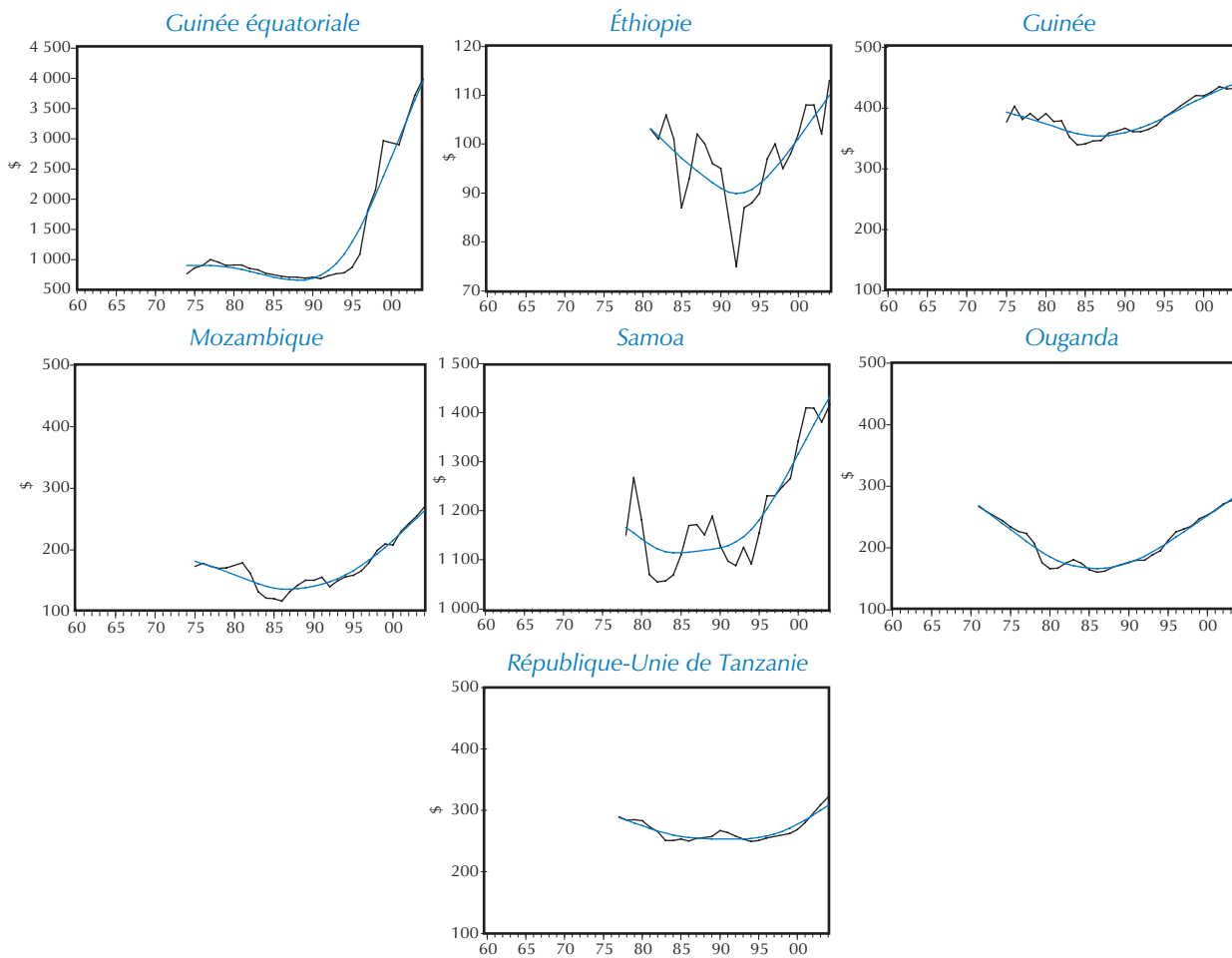
I. PMA ayant enregistré une croissance soutenue de leur PIB par habitant



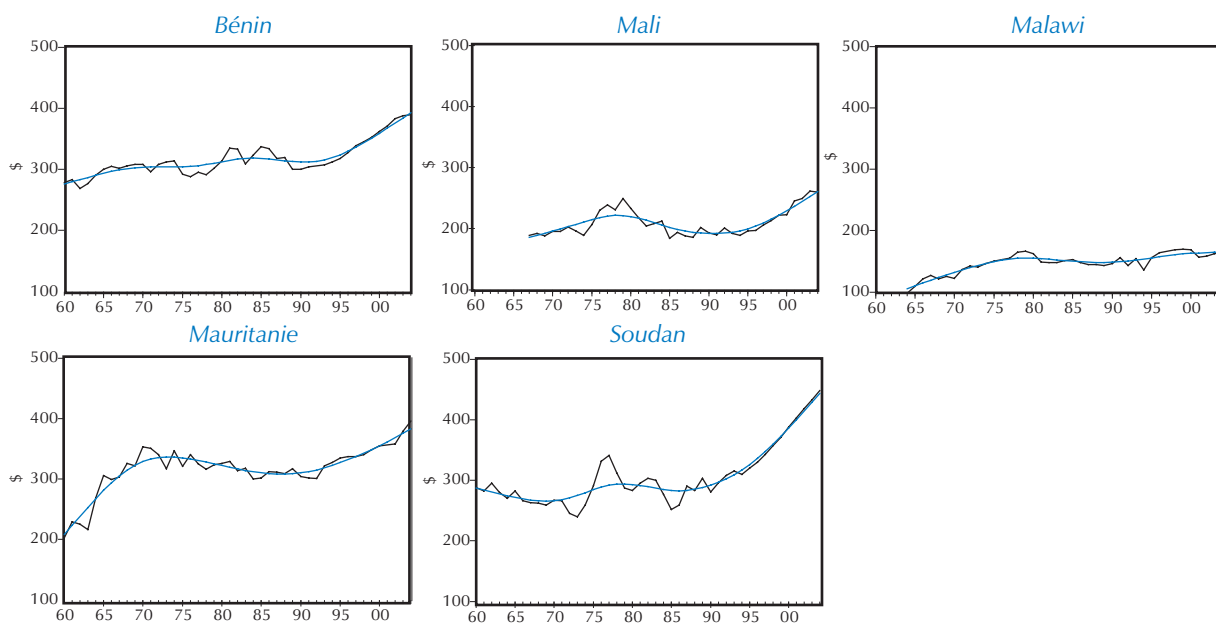
Annexe graphique 1 (suite)

II. PMA dont le PIB réel par habitant s'est pleinement redressé et à même dépassé le niveau antérieur à sa chute

A. Évolution en U



B. Évolution en N



— PIB par habitant — Après application du filtre Hodrick-Prescott

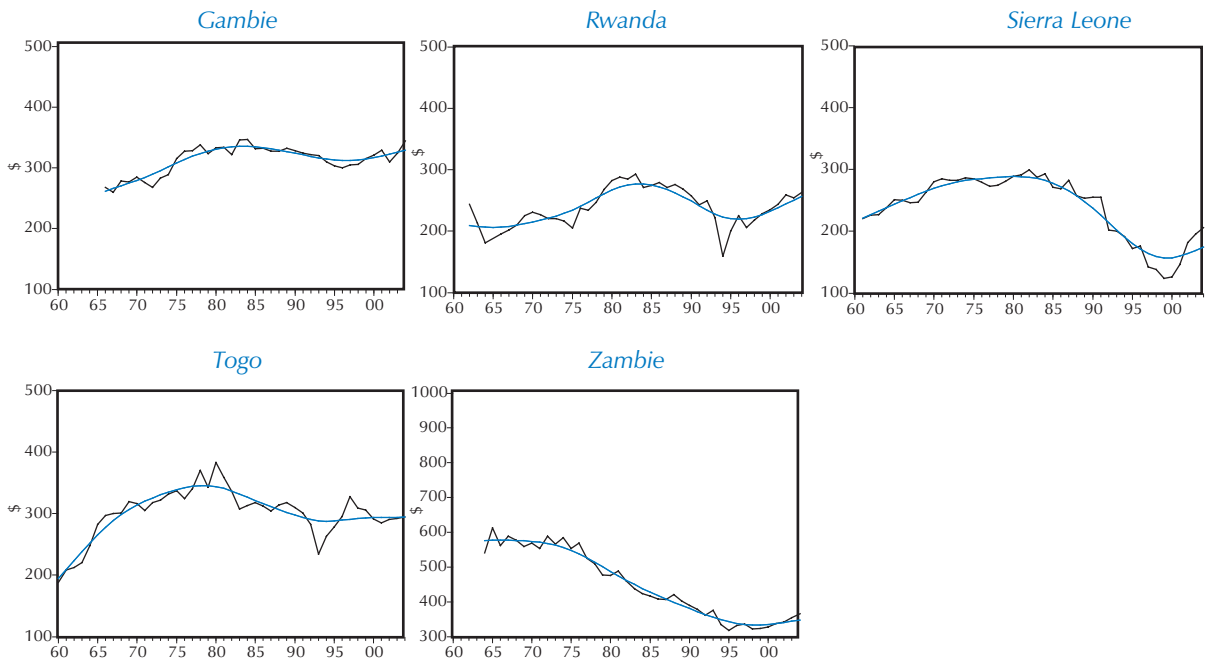
Annexe graphique 1 (suite)

III. PMA ayant enregistré une reprise, mais dont le PIB par habitant n'a pas encore atteint le niveau antérieur à sa chute

A. Évolution en U

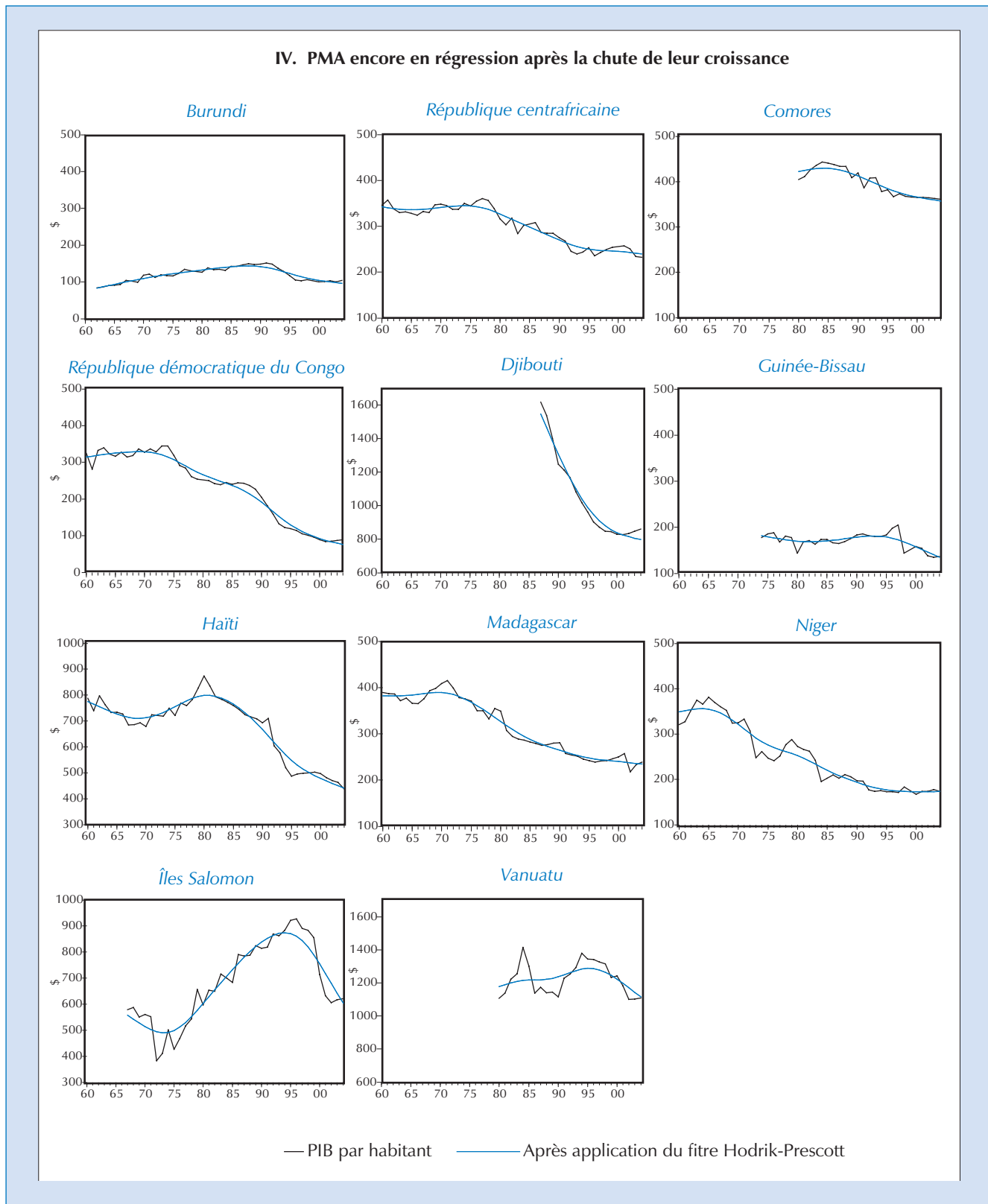


B. Évolution en N



— PIB par habitant — Après application du filtre Hodrik-Prescott

Annexe graphique 1 (suite)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2005*, CD-ROM.

Notes: Pour illustrer l'évolution du PIB réel par habitant de chaque pays, tout en tenant compte de la diversité de l'échantillon, des échelles différentes ont été utilisées.

Le PIB réel par habitant a été reconstruit en appliquant les taux de croissance du PIB réel par habitant obtenus auprès de la Division de statistique de l'ONU pour les pays suivants: Cap-Vert (1975-1980), Guinée (1975-1985), Guinée équatoriale (1974-1984), Mozambique (1975-1979), Ouganda (1971-1981) et Tanzanie (1977-1987).

- a Les données se rapportent au PIB par habitant. La date initiale est celle de l'indépendance politique ou la première année pour laquelle des données sont disponibles.

Notes

1. Pour bien faire, il faudrait également analyser les tendances du capital naturel. Quelques estimations sont données concernant l'épargne véritable (qui tient compte de l'épuisement des ressources naturelles). Elles montrent qu'il y a là un problème sérieux, mais la question n'est pas traitée ici, faute de place. Atkinson (2005) donne un premier aperçu du patrimoine naturel des PMA.
2. Aux termes de ce programme d'action, l'objectif fixé est un taux de croissance du PIB «d'au moins 7 % par an» (Nations Unies, 2001, par. 6).
3. L'expression «élasticité de Verdoorn» désigne ici le lien présumé entre le taux de croissance économique et le taux de croissance de la productivité du travail estimé à partir de données observées sur une longue période. La loi de Verdoorn elle-même ne prévoit pas une telle élasticité, sauf pour les PMA exportateurs d'articles manufacturés.
4. De nombreux analystes réfutent aujourd'hui l'idée que l'on peut analyser la croissance en prenant un seul taux de croissance moyen calculé sur une longue période et en l'associant à une série de caractéristiques et de politiques nationales. Ils font valoir que la croissance n'est pas un processus régulier. Voir, par exemple, Rodrik (1999), Pritchett (2000), Hausmann, Pritchett et Rodrik (2004), Ros (2005c), Cerra et Saxena (2005) et Jermanski (2005, à paraître).
5. Cette définition correspond à celle qui est donnée par Ros (2006).
6. Pour une explication théorique des différentes réactions de la production en cas de crise, voir Cerra et Saxena (2005).
7. Ces statistiques sont fondées sur Cohen et Soto (2001). D'après une autre source de données plus largement utilisée (Barro et Lee, 2000), en 1999, le niveau de scolarisation dans les PMA était encore plus bas (2,3 ans).
8. Pour un aperçu des différents effets des migrations internationales, voir Ozden et Schiff (2006).
9. L'expression «mobilisation des ressources intérieures» désigne ici la mobilisation de ressources financières grâce à une augmentation de l'épargne intérieure et des recettes publiques.
10. Pour ce calcul, on est parti du principe que le coefficient de capital était de trois et le taux d'amortissement de 2,8 % par an. Le taux de croissance démographique dans les PMA pendant la période considérée a été estimé à 2,5 % par an.
11. Pour une analyse des conséquences macroéconomiques de la pauvreté généralisée (situation dans laquelle la majeure partie de la population n'a que le minimum vital) et de ses incidences sur le développement, voir Steger (2000).
12. Griffin (1996) fait valoir que dans de nombreux cas, «l'investissement n'exige guère plus qu'une utilisation directe de la main d'œuvre: pour creuser un fossé d'irrigation ou de drainage; planter des théiers, des caféiers ou des arbres fruitiers; débroussailler, niveler ou terrasser un champ; construire un mur, une étable ou une maison en briques crues. Les membres d'un ménage ne se consacreront à ce genre de tâches que si cela en vaut la peine ou est rentable. Si les travailleurs sont en surnombre sur le marché du travail – chômage saisonnier dans les campagnes, par exemple – on peut "financer" des investissements potentiellement rentables non pas en consommant moins (c'est-à-dire en épargnant), mais en travaillant plus longtemps. Autrement dit, la main d'œuvre excédentaire au niveau du ménage peut être utilisée pour financer des projets d'investissement familiaux. Le problème n'est pas d'épargner davantage: il s'agit de créer des possibilités d'investissement. Si celles-ci sont nombreuses, le problème de l'épargne se réglera de lui-même.» (p. 22).
13. À propos des caractéristiques structurelles des PMA, Ignacy Sachs écrit ce qui suit: «Bien que le taux d'épargne soit actuellement très faible dans les PMA, l'excédent dégagé est important, mais il s'en va en partie à l'étranger par le biais des termes de l'échange (défavorables) et du service de la dette. En outre, il finance la consommation ostentatoire des élites urbaines et sert souvent à soutenir une administration publique pléthorique et un État patriarcal. Autrement dit, il est mal utilisé.» (Sachs, 2004, p. 1803).
14. Les flux de capitaux privés à destination des PMA augmentent. Toutefois, l'IED, qui est le seul type de flux important pour les PMA, est concentré dans les pays exportateurs de pétrole et de minéraux. Les PMA ne peuvent dans les faits lever des fonds sur les marchés internationaux de capitaux parce qu'ils sont perçus comme un placement risqué, qu'ils reçoivent une note financière peu élevée (quand ils sont notés) et que les conditions d'allègement de la dette publique ne le permettent pas. La part de la dette privée dans le total des flux de ressources à destination des PMA n'a jamais dépassé 2 % pendant la période 1990-2003.
15. Pour une analyse importante de la relation entre la composition de l'aide et son impact, voir Clemens, Radelet et Bhavnani (2004).
16. L'impact budgétaire de l'aide est le sujet d'un nombre croissant d'ouvrages. Les principales questions et les résultats empiriques de certains PMA sont bien résumés dans

ODI (2004), et Heller (2005) donne un aperçu des questions relatives à la «marge de manœuvre budgétaire».

17. Ghani, Lockhart et Carnahan (2005) citent l'exemple de la fuite interne des cerveaux du service public vers des organismes bilatéraux et multilatéraux en Afghanistan. Environ 280 000 fonctionnaires gagnent 50 dollars par mois tandis que 50 000 ressortissants afghans travaillent pour des ONG, des organismes des Nations Unies et des organismes bilatéraux et multilatéraux, où le personnel d'appui peut gagner jusqu'à 1 000 dollars par mois. Il ne faut donc pas s'étonner que les fonctionnaires cherchent du travail dans le secteur international, affaiblissant ainsi la capacité du Gouvernement de remplir ses fonctions.

Bibliographie

- Agosin, M. et Mayer, J. (2000). Foreign investment in developing countries: Does it crowd in domestic investment? UNCTAD Discussion Papers, No. 146, CNUCED, Genève.
- Akyuz, Y. et Gore, C. G. (1996). The investment profits nexus in East Asian industrialization, *World Development*, 24(3), 461-470.
- Atchoarena, D. et Delluc, A. (2001). Revisiting technical and vocational education in Sub-Saharan Africa: An update on trends, innovations, and challenges. IIEP/Prg.DA/01.320. Institut international pour la planification de l'éducation, Paris.
- Atkinson, A. (2005). Current state and recent trends in natural resource endowment in the least developed countries. Document d'information établi pour le *Rapport 2006 sur les pays les moins avancés*, CNUCED, Genève.
- Banque mondiale (2004). Competing in the global economy: An investment climate assessment for Uganda. Washington, DC.
- Banque mondiale (2005). *Economic Growth in the 1990s: Learning from a Decade of Reform*. Banque mondiale, Washington, DC.
- Banque mondiale/FMI (2005). 2005 Review of the PRS approach: Balancing accountabilities and scaling up results. Washington, DC.
- Barro, R. J. et Lee, J. W. (2000). International data on educational attainment: Updates and implications. CID Working Paper No.42, Center for International Development, Université de Harvard, Mass.
- Baumol, W. J. (1990). Entrepreneurship: Productive, unproductive and destructive. *Journal of Political Economy*, vol. XXVIII, décembre 1990, p. 1708-1715.
- Baunsgaard, T. et Keen, M. (2004). Tax revenue and trade liberalization (projet). Département des affaires fiscales, Fonds monétaire international, Washington, DC.
- Cerra, V. et Saxena, S. (2005). Growth dynamics: The myth of economic recovery. IMF Working Paper WP/05/147, Fonds monétaire international, Washington, DC.
- Clemens, M., Radelet, S. et Bhavnani, R. (2004). Counting chickens when they hatch: The short term effect of aid on growth. Working Paper No. 44, Center for Global Development, Washington, DC.
- CNUCED (2000). *The Least Developed Countries Report 2000*. Publication des Nations Unies, numéro de vente: E.00.II.D.21, Genève et New York.
- CNUCED (2004). *Rapport 2004 sur les pays les moins avancés, commerce international et réduction de la pauvreté*, publication des Nations Unies, numéro de vente: F.04.II.D.27.
- Cohen, D. et Soto, M. (2001). Growth and human capital: good data, good results. Discussion Paper No.3025, Centre for Economic Policy Research, Londres.
- David, M. (2005). The LDC domestic financial sector. Document d'information établi pour le *Rapport 2006 sur les pays les moins avancés*, CNUCED, Genève.
- Département de l'évaluation des opérations de la Banque mondiale (2004). L'initiative de la stratégie de réduction de la pauvreté: Une évaluation indépendante du soutien de la Banque mondiale. Banque mondiale, Washington, DC.
- Docquier, F. et Marfouk, A. (2004). Measuring the international mobility of skilled workers (1990-2000): Release 1.0. World Bank Policy Research, Banque mondiale, Washington, DC.
- Driscoll, R. et Evans, A. (2004). Second generation poverty reduction strategies. Document établi pour le PRSP Monitoring and Synthesis Project, Overseas Development Institute, Londres.
- Easterly, W. (2005). Reliving the '50s: The big push, poverty traps, and takeoffs in economic development. Working Paper No. 65, Center for Global Development, Université de New York.
- Fei, J. C. et Ranis, G. (1997). *Growth and Development from an Evolutionary Perspective*, Blackwell Publishers, Royaume-Uni.
- Gerschenkron, A. (1962). *Economic Backwardness in Historical Perspective*. Cambridge, Mass., Harvard University Press.

- Ghani, A., Lockhart C. et Carnahan, M. (2005). Closing the sovereignty gap: An approach to state-building. Overseas Development Institute, Working Paper 253, Londres.
- Ghose, A. K. (2004). Capital inflows and investment in developing countries. Employment Strategy Papers, Bureau international du Travail, Genève.
- Griffin, K. (1996). Macroeconomic reform and employment: An investment-led strategy of structural adjustment in sub-Saharan Africa. Issues in Development Discussion Paper No. 16, Bureau international du Travail, Genève.
- Griffin, K. et Brenner, M. D. (2000). *Domestic resource mobilization and enterprise development in sub-Saharan Africa. Studies in development strategy and systemic transformation.*
- Hausmann, R. Pritchett, L. et Rodrik, D. (2004). Growth accelerations. NBER Working Paper No. 10566, Washington, DC.
- Heller, P. S. (2005). Understanding fiscal space. IMF Policy Discussion Paper, PDP/05/4, Fonds monétaire international, Washington, DC.
- Hirschmann, A. O. (1958). *The Strategy of Economic Development.* New Haven, Yale University Press.
- Hoppenbrouwer, I. S. (2005). Governance in LDCs and selectivity in aid allocation. Document d'information établi pour le *Rapport 2006 sur les pays les moins avancés*, CNUCED, Genève.
- Jerzmanowski, M. (2006). Empirics of hills, plateaus, mountains and plains: A Markov-switching approach to growth. *Journal of Development Economics* (à paraître).
- Knell, M. (2006). Statistics on technological accumulation in LDCs, other developing countries and OCDE countries, Document d'information établi pour le *Rapport 2006 sur les pays les moins avancés*, CNUCED, Genève.
- King, K. et Palmer, R. (2005). Capacities, skills and knowledge in the least developed countries: New challenges for development cooperation. Document d'information établi pour le *Rapport 2006 sur les pays les moins avancés*.
- Kraay, A. et Raddatz, C. (2005). Poverty traps, aid et growth. World Bank Policy Research Working Paper No. 3631, Banque mondiale, Washington, DC.
- Kumar, N. et Pradhan, J. (2002). Foreign direct investment, externalities and economic growth in developing countries: Some empirical explorations and implications for WTO negotiations on investment. RIS Discussion Paper No. 27, New Delhi, Research and Information System for the Non-Aligned and other Developing Countries.
- Lewis, W. A. (1995). *The Theory of Economic Growth.* Londres, Allen et Unwin.
- Maddison, A. (1995). *Monitoring the World Economy, 1820-1992.* Organisation de coopération et de développement économiques, Paris.
- Mankiw, G., Romer, D. et Weil, D. (1992). A contribution to the empirics of economic growth. *Quarterly Journal of Economics*, 107: 407-437.
- McCombie, J., Pugno, M., et Soro, B. (eds.) (2003). *Productivity growth and economic performance: Essays in Verdoorn's Law.* Palgrave Macmillan, Londres.
- McKinley, T. (2005). Economic alternatives for Sub-Saharan Africa: «Poverty traps», MDG-based strategies and accelerated capital accumulation. Projet de document du PNUD pour la Réunion du G-24, 15-16 septembre 2005, New York.
- Nations Unies (2001). Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010. A/CONF.191/11.
- Overseas Development Institute (2004). What can the fiscal impact of aid tell us about aid effectiveness? ESAU Briefing Paper No. 4, Londres.
- Ozden, C. et Schiff, M. (2006). *International Migration, Remittances and the Brain Drain,* Banque mondiale et Macmillan, Basingstoke (Royaume-Uni).
- Pritchett, L. (2000). Understanding patterns of economic growth: Searching for hills among plateaus, mountains and plains. *World Bank Economic Review*, 14(2): 221-250.
- Projet du Millénaire (2005). *Investir dans le développement: Plan pratique de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.* New York.
- Ranis, G. (1997). The micro-economics of «surplus labor». Center Discussion Paper No. 772, Economic Growth Center, Université de Yale, New Haven, Connecticut.
- Rodrik, D. (1999). Where did all the growth go? External shocks, social conflict, and growth collapses, *Journal of Economic Growth*, 4(4): 385-412.
- Ros, J. (2000). *Development Theory and the Economics of Growth,* Ann Arbor, MI, University of Michigan Press.
- Ros, J. (2005a). Growth prospects and constraints in LDCs. Document d'information établi pour le *Rapport 2006 sur les pays les moins avancés*, CNUCED, Genève.
- Ros, J. (2005b). Growth collapses. In: Ocampo, J.A. (éd.) *Beyond Reforms, Structural Dynamics and Macroeconomic Vulnerability.* Latin American Development Forum Series, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'ONU, Washington, DC.
- Ros, J. (2006). Changing growth constraints in Northern Latin America. In: Solimano, A. (éd.), *Vanishing Growth: The Latin American Experience in the Late 20th Century,* à paraître.

- Sachs, I. (2004). From poverty trap to inclusive development in LDCs. *Economic and Political Weekly*, 39 (18), <http://www.epw.org.in>.
- Sachs, J. et. al. (2004). Ending Africa's poverty trap. *Brooking Papers on Economic Activity*, 1, 117-240, Washington, DC.
- Solow, R. (1956). A contribution to the theory of economic growth. *Quarterly Journal of Economics*, 70, 65 -94.
- Steger, T. M. (2000). Economic growth with subsistence consumption. *Journal of Development Economics*, 62, 343-361.
- Taylor, L. et Rada, C. (2005). Can the poor countries catch up? Sources of growth accounting gives weak convergence for the early 21st century, New School of Social Research, New York, ronéo.